ISSN 0024-7650

M 6189 - 989 - 6,00 F
3796189006007 09890

Les 6, 7 et 8 juin

Dans trois semaines la fête de Lutte Ouvrière

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 989 - 16 Mai 1987 - prix : 6 F

PEUGEOT-CITROËN
profits records après licenciements
P.5

La véritable Sécurité sociale c'est que les travailleurs soient prêts à se défendre eux-mêmes

SOMMAIRE

International

Page 9
- Yougoslavie : les mineurs de Labin battent en brèche le blocage des salaires.
- Belgique : le commissaire et les néo-nazis.

Page 10
- Allemagne de l'Ouest : syndicats et patrons à l'heure du compromis.

Page 11
- Espagne : la Garde civile contre les travailleurs.

Intérieur

Page 5
- Du côté des profits...

Page 6
- Le Congrès de l'UNEF sous le signe de la rose.
- Schwartz et la réforme de l'université.

Page 7
- Gauche, Droite, en avant vers... 1988.

Pages 8, 9
- Le procès de Klaus Barbie.

Page 12
- Aménagement du temps de travail.
- La Normed : licenciements aux chantiers navals.

Page 13
- Dans les entreprises (Tetra-Park ; Gandrange-Rombas ; Gervais-Danone).

Loisirs et Culture

Pages 14 et 15
- Films : *Chronique d'une mort annoncée ; La veuve noire.*
- Livre : *Un chemin d'espoir* de Lech Walesa.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A. BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20 000 F - Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15 000 exemplaires. Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission Paritaire des Publications n° 64995

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

_____ Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

La démocratie surveillée

Les élections qui se sont déroulées le lundi 11 mai aux Philippines ont été largement remportées par la coalition soutenant la présidente Cory Aquino. Bien que le dépouillement se poursuive encore, les premières estimations accordaient 23 des 24 sièges à pourvoir au Sénat, ainsi qu'une large majorité à la Chambre des représentants, aux candidats se réclamant de l'actuelle présidente.

Lors de l'élection présidentielle de 1986, les militaires rallient Aquino. Mais jusqu'à quand ? (AFP).

Parvenus au pouvoir en s'appuyant sur la mobilisation des masses populaires qui mit fin à la dictature de Marcos, les actuels dirigeants semblent donc toujours bénéficier de l'appui de la population, faire encore illusion.

Mais Cory Aquino a beau se présenter comme la garante de la démocratie et même de la justice sociale, son régime ne diffère guère, quant aux intérêts fondamentaux qu'il défend, de celui de l'ex-dictateur.

Si depuis le renversement de Marcos des bribes de démocratie se maintiennent, le fait en revient à l'irruption de la population dans la vie politique du pays, à la crainte qu'elle continue à faire peser sur les dirigeants, plutôt qu'à une prétendue volonté de la présidente.

D'ailleurs, le pouvoir aujourd'hui en place n'a jamais été disposé à toucher aux privilèges des nantis. Les déclarations du gouvernement concernant la redistribution des terres ne se sont pas encore accompagnées de mesures concrètes. Bien que dans l'île de Négros, par exemple, la réforme agraire prévoit que seulement 10% des terres seraient distribuées aux paysans – tous les autres sols continuant à être accaparés par les propriétaires – ce projet tout limité qu'il soit a été rejeté par l'ensemble des gros propriétaires justement. Ceux-ci exercent en fait un pouvoir autrement plus efficace que les autorités politiques, à moins bien sûr qu'ils se confondent avec ces dernières. Et à ce propos *Le Monde Diplomatique* du mois de mai écrivait : on peut être sûr que le Congrès *"étant donné le jeu des personnalités et des clientèles inhérents au système électoral philippin... représente d'abord les intérêts des privilégiés en particulier des grands propriétaires terriens hostiles à la réforme agraire."*

En ce qui concerne les relations avec le monde impérialiste, et les Etats-Unis en particulier, Cory Aquino n'entend pas non plus remettre en question le paiement des services de la dette extérieure, tout au plus annonce-t-elle son souhait de renégocier les termes de son paiement. Le montant de cette dette n'a pourtant cessé d'augmenter ces dernières années au point qu'en 1987, 27,4% du budget national devraient être utilisés pour son paiement. Là encore ce sont les pauvres qui devront en supporter le poids.

Mener une telle politique ne peut évidemment se faire sans que le gouvernement d'Aquino se garantisse contre tout risque venant de la population. C'est pourquoi il a besoin du rempart que constitue l'armée. La même d'ailleurs que celle qui servait l'ex-dictateur Marcos. La même dont périodiquement certains officiers menacent, par des tentatives de putch, le régime Aquino lui-même.

H.G.

Le n° 9 de Lutte de classe est paru

Notre tendance
et le travail syndical
France :
Les "rénovateurs"
du Parti Communiste
Français
Grande-Bretagne :
Comment survit le
Parti Communiste...
Martinique :
Quand un
Parti "Communiste"
gère les affaires
de la bourgeoisie
de la colonie
Guadeloupe :
L'activité
des nationalistes
dans la classe
ouvrière.

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

• à Orléans

Dimanche 17 mai à partir de 10 heures au Centre de loisirs de St-Jean-de-Brayes

• à Marseille

Dimanche 17 mai, à partir de 12 heures, au Parc de Valabre (Gardanne)

Musique de rock, bossa-nova, variétés.
Débats politiques, expositions.
Spécialités culinaires.
Jeux pour jeunes et moins jeunes.

La véritable Sécurité sociale, c'est que les travailleurs soient prêts à se défendre eux-mêmes

Au soir de la journée d'action de la CGT pour la Sécurité sociale, on ne peut pas dire que c'était une vague de fond. Mais 10% de grévistes, à la Sécurité sociale ou dans les PTT, un nombre plus difficile à déterminer parmi les cheminots, les hospitaliers ou les gaziers et électriciens, cela ne signifie pas non plus le désintérêt de la part des travailleurs. Quelques dizaines de milliers de manifestants, ce n'étaient pas les cent ou deux cent mille de la manifestation nationale de mars dernier, mais ce n'était pas rien pour une manifestation limitée à la région parisienne.

La presse considère que dix mille partisans de Le Pen-Jeanne d'Arc venus de toute la France, c'était beaucoup, mais que trente mille travailleurs, défilant à l'appel de la CGT c'est peu ! Pourtant en réalité, ce n'est pas trois fois plus, c'est mille fois plus. Car entre dix mille parasites, parvenus, profiteurs, inutiles de tout genre, et trente mille travailleurs indispensables au fonctionnement de tous les services publics, il n'y a pas de commune mesure.

Oui, il y a un mécontentement de la classe ouvrière. Pourtant la CGT n'entraîne dans une manifestation que ses propres militants. Car l'ensemble des travailleurs n'ont ni assez confiance en eux-mêmes, ni surtout assez confiance dans les retournements de la CGT pour la suivre dans ses manifestations.

Trois ex-ministres socialistes, Delebarre, Auroux et Joxe, étaient venus faire acte de présence pour la Sécurité sociale dont ils avaient contribué, au temps où ils étaient ministres, à réduire les prestations. Ils se sont fait vertement recevoir : *"socialistes vendus"*, *"socialos démagogues"*, ou *"Mitterrand-Chirac même combat"*, leur ont jeté à la figure certains manifestants. Ce n'était certes pas très unitaire, mais c'est pourtant bien vrai.

Mais si les militants de la CGT, et plus précisément du Parti Communiste Français, disent, à juste titre, cela aujourd'hui, ils ne l'ont pas toujours dit. Au temps où nous nous présentions aux élections, en 1974 et en 1981, pour dire de Mitterrand tout ce que nous pensions de lui, c'est nos camarades qui avaient affaire aux gros bras de la CGT ou du Parti Communiste qui nous accusaient alors, ni plus ni moins, de faire le jeu de la droite.

Quand les croire, ces militants de la CGT ou du Parti Communiste ? Quand ils soutenaient sans réserve la candidat Mitterrand et le gouvernement d'Union de la gauche, ou aujourd'hui alors qu'ils disent *"socialistes vendus"*? Si quelqu'un a réussi à faire monter la cote des dirigeants socialistes et leur prix de vente, c'est bien justement les dirigeants du PCF !

Comment s'étonner alors que les travailleurs, tout en regardant, et à juste titre, les actions de la CGT avec sympathie, hésitent à se mettre en grève ?

Les manifestants parlaient non sans raison aussi des salaires, et criaient : *"Eh hop, nos salaires, plus haut que l'inflation"*, ou *"Pour les salaires et la Sécu, ensemble nous allons gagner"*.

Oui, le vrai problème ce n'est pas la Sécu, le vrai problème c'est les salaires et le chômage. Si trois millions de chômeurs cotisaient et si les salaires avaient suivi le coût de la vie, les cotisations sur des salaires plus élevés suffiraient à financer la Sécurité sociale. Mais pour les salaires, pour faire rendre gorge au patronat, il faudrait que bien plus de travailleurs entrent en même temps en lutte.

"Chirac, Mitterrand, on a assez payé, vos amis les nantis, il faut les faire payer", criaient aussi les manifestants d'aujourd'hui. Oui, il faudra les faire payer. Mais pour cela il faudrait que les travailleurs puissent avoir confiance dans les syndicats, des syndicats qui les ont trompés, trahis à maintes et maintes reprises. Ou alors, au moins que les travailleurs aient assez confiance en eux-mêmes pour se passer des syndicats.

Bien sûr, les travailleurs, dans leurs luttes récentes, ont trouvé d'autres formes d'organisations, au travers de leurs propres assemblées générales, où ils décidaient de leurs luttes, où ils pouvaient élire de nouvelles directions, des comités de grève indépendants des appareils syndicaux, même si, individuellement, leurs membres pouvaient être les meilleurs des militants syndicalistes. Au travers de quelques luttes on a pu voir que des liaisons de comités de grève à comités de grève peuvent s'établir et arriver à centraliser les luttes. Oui, tout cela est possible, heureusement, et c'est ce qui devra se faire pour être victorieux dans les prochaines luttes.

Les militants de la CGT et du Parti Communiste parlent aujourd'hui des salaires, du pouvoir d'achat et sont à la tête, il est vrai, de multiples luttes partielles. Mais ce n'est que s'ils se disent ouvertement partisans de luttes d'ensemble, de luttes générales — tout en menant les luttes partielles que les travailleurs souhaitent mener aujourd'hui — en expliquant inlassablement que c'est par la généralisation de la lutte que nous pourrons obtenir la victoire, que les travailleurs pourront se convaincre qu'ils ont des perspectives avec les militants de la CGT.

Mais pour le moment, les militants de la CGT n'ont pas de telles perspectives, et n'entraînent pas la masse des travailleurs.

Il en va de même sur le plan politique, où les militants du Parti Communiste n'ont pas plus de perspectives. Même si le Parti Communiste Français remporte quelques voix dans les élections, qu'offre-t-il aux travailleurs pour la suite ? Continuer à se dire pour les luttes, jusqu'à satisfaction de toutes les revendications des travailleurs, ou servir de faire-valoir à un éventuel gouvernement socialiste ? Sur l'avenir, ils se taisent car ils n'ont rien à en dire.

Car, malheureusement pour tous ceux qui veulent composer d'une façon ou d'une autre avec la bourgeoisie, aujourd'hui, en ces temps de crise économique, pour défendre ne serait-ce que les acquis, la Sécurité sociale, le pouvoir d'achat, le maintien des malheureuses garanties que les travailleurs avaient réussi à obtenir, il faut vouloir ou accepter de prendre le risque d'une crise révolutionnaire. Car ce n'est que devant une telle menace que la bourgeoisie cèdera. Ce qui rassure la bourgeoisie et ses hommes politiques, c'est que les dirigeants socialistes et les dirigeants communistes en ont encore bien plus peur qu'elle.

Mais là où tous se trompent peut-être, c'est que les travailleurs, eux, sont peut-être à la veille de perdre cette crainte.

Arlette LAGUILLER

Bla-bla au château de la Muette

Les ministres des pays riches viennent de se réunir à Paris, au château de la Muette, pour discuter de la situation économique internationale. Et ils se retrouveront dans un mois à Venise.

Officiellement il s'agissait de discuter des moyens de relancer la production alors qu'un nouveau ralentissement se profile. Et les représentants des gouvernements japonais et allemand se sont vu demander de faire l'effort d'augmenter les dépenses de leur Etat pour créer des commandes supplémentaires.

Cela, c'est ce qu'ont bien voulu dire en public les ministres. En réalité, les choses se passent bien différemment.

Les bénéfices des entreprises sont aujourd'hui au plus haut dans tous les pays occidentaux. Le problème, c'est que l'argent qui déborde des caisses des entreprises prend le chemin de la Bourse et des placements financiers.

Cela leur rapporte plus facilement, plus rapidement et plus que la production de biens ou de services utiles. Les gouvernements le savent, bien sûr. Cela aggrave les risques de catastrophe économique. Mais enrayer cette course en avant, relancer la production n'est pas à leur portée : pour cela, il faudrait forcer les capitalistes à investir contre leur intérêt individuel, contre le profit immédiat maximum.

Alors les gouvernements qui ont charge de maintenir tant bien que mal un relatif équilibre qui permette d'éviter la faillite du système, de garantir à leurs capitalistes la possibilité aussi à plus long terme de continuer à faire des profits, en sont réduits à essayer d'assurer un minimum de coordination entre leurs monnaies et leurs politiques.

Alors ils se rencontrent périodiquement, marchandent des compromis provisoires, chaque gouvernement défendant avant tout les intérêts de la classe de ses capitalistes nationaux. Des accords laborieusement mis au point pour stabiliser momentanément telle ou telle monnaie sont jetés bas en une journée de fièvre spéculative. Des aides massives distribuées sur les fonds publics avec l'argent des contribuables sont englouties, empochées par les capitalistes qui, sans aucun complexe, arrêtent des usines, font la grève des investissements. Et ce droit de grève, les gouvernements se prosternent devant.

Car même les plus puissants des gouvernements de la planète, les plus "compétents" des experts économiques mondiaux, sont impuissants devant la crise du monde capitaliste ; car elle ne répond à aucune loi, si ce n'est la loi de la jungle, où chaque capitalise individuel, chaque groupe financier tire la couverture à lui pour croquer le plus de profits, et au plus vite.

Les seuls qui pourraient mettre un terme à cette anarchie de la production qui risque de nous replonger un jour dans la même barbarie où la crise de 1929 avait plongé le monde, ce sont les travailleurs. Le jour où ils refuseront de continuer à faire les frais de cette gabegie, où ils exproprieront tous les parasites qui nous commandent, pour prendre eux-mêmes en main l'organisation de la production, au service de tous.

HAUSSE DES PRIX

Ça s'emballe

L'indice officiel des prix pour le mois d'avril n'a pas encore été publié par l'INSEE, mais il serait en hausse de 0,5 %. Hausse qui vient s'ajouter aux 0,1 % de mars, au 0,2 % de février et au 0,9 % de janvier.

Rien que dans les quatre premiers mois de l'année, la hausse officielle des prix a donc été très légèrement supérieure à 1,7 %.

Selon les statisticiens, ce sont les hausses des produits pétroliers, des loyers, des automobilistes qui seraient responsables de ce "mauvais" indice. Et Balladur continue imperturbablement à affirmer que cela va s'arranger, que l'indice de mai sera "bon" et que la hausse des prix sur l'année ne dépassera pas 2,4 %.

Mais au mois de mai, il y aura autre chose, et le mois suivant autre chose encore ! Déjà, une hausse moyenne de 5 % des tarifs des transports est programmée par le gouvernement pour le 1er juin et, si elle ne se répercutera pas dans sa totalité sur l'indice des prix, elle grèvera encore un peu plus le budget des travailleurs.

Personne ne croit au baratin de Balladur, pas plus les travailleurs que les patrons. Et ce n'est pas la crainte de la concurrence, qui est supposée modérer leurs appétits — c'est la raison avancée par Balladur pour justifier la libération des prix —, qui va arrêter les patrons : ils savent bien qu'aujourd'hui leurs concurrents comme eux-mêmes courent derrière l'accroissement de leurs marges bénéficiaires bien plus que derrière l'accroissement de leurs marchés, pour gagner plus d'argent. Les patrons, ceux de l'industrie mais aussi ceux du petit commerce, ont les moyens d'ajuster leurs revenus comme ils l'entendent, de pratiquer à leur guise l'échelle mobile des profits... Et il n'y a que les salaires qui resteront bloqués, avec des augmentations ridicules sur l'ensemble de l'année.

Du moins, tant que les travailleurs ne se mobiliseront pas pour revendiquer leur dû, et les arriérés pour le retard pris depuis cinq ans par les salaires.

Des indices truqués

L'indice de l'INSEE, référence officielle pour évaluer la hausse des prix, est sujet à caution. Tout d'abord, il est calculé sur la hausse des prix telle que la ressent un budget "moyen", ce qui est jutement une aberration dans une société profondément inégalitaire : le prix du bifteck est le même pour tous, mais la part du budget consacrée à la nourriture n'est pas la même pour une famille ouvrière et pour une famille riche. Et c'est encore plus vrai, et même plus facilement vérifiable, pour la part consacrée au logement.

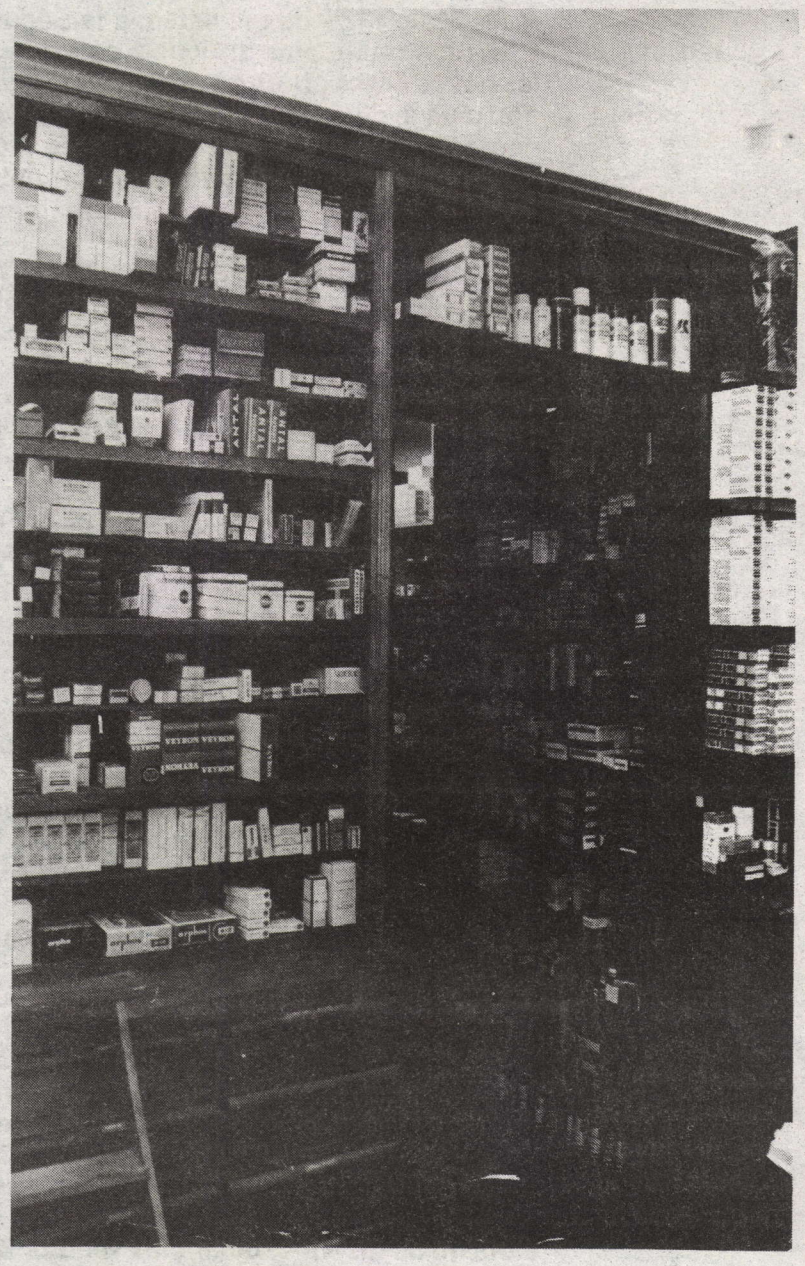
Mais en plus, l'indice INSEE donne lieu à de véritables tripatouillages de la part du gouvernement, et de la dernière hausse sur les tarifs des transports en fournit justement un exemple.

La hausse du premier juin du coupon mensuel de la carte orange dans la région parisienne sera comprise entre 6,5 % et 6,8 % selon le nombre de zones. Le coupon hebdomadaire augmentera de 6,9 à 7,6 %. La carte hebdomadaire RATP augmentera de 6,8 %. Mais aucun de ces postes n'entre dans le calcul de l'indice INSEE... Ce qui entre dans ce calcul, c'est le prix du ticket à l'unité, dont l'emploi par les travailleurs parisiens est marginal. Et ce ticket unitaire, lui, n'augmentera que de 2,1 %...

SÉCURITÉ SOCIALE

Balladur prépare un nouveau hold-up

Ça gamberge dans les ministères pour boucher le "trou" de la Sécurité sociale. Les gouvernants cherchent 25 milliards et surtout, pour l'instant, la manière de se les procurer.



Bien sûr, il n'est pas question pour eux un seul instant de prendre sur le budget de l'Etat. Cette idée-là ne leur vient pas. Rien d'étonnant d'ailleurs : si les hommes politiques bourgeois de gauche comme de droite, font passer les milliards d'une caisse dans l'autre, c'est de celle de la Sécu vers celle de l'Etat et non l'inverse.

Alors ! Taxer les revenus boursiers, comme le propose aujourd'hui la CGT ? Il y aurait de quoi faire, en effet. D'après *L'Humanité* du 14 mai, le montant des plus-values boursières, effectivement encaissées en 1986, a été de 100 milliards de francs : 4 fois le "déficit".

Mais le gouvernement ne s'oriente pas, évidemment, vers cette solution. S'en prendre aux boursicoteurs et aux grosses fortunes n'est pas dans ses projets.

Quant à décider un prélèvement fiscal sur tous les revenus, cela non plus, n'a pas la préférence de Balladur même si cela a été envisagé un moment et suggéré du côté de la commission des "sages" qui réfléchissent, paraît-il, dans le cadre des "Etats-Généraux de la Sécu". Puisque Chirac a dit que les impôts allaient baisser, ça la ficherait mal de les augmenter aussi visiblement. Non, ce qui est envisagé une fois de plus, c'est de prendre 1 % supplémentaire dans la poche des salariés ! Tout simplement. Le bon vieux "prélèvement" sur la feuille de paie. Certes, les travailleurs payés en dessous du SMIC ne seraient pas touchés, mais par contre, les retraités, eux, devraient payer.

Pour faire illusion, il serait question aussi de taxer — comment ? — les revenus non salariaux : revenus fonciers et revenus des capitaux mobiliers compris. Mais... à concurrence de 3 milliards contre 22 pour les salariés, (le "trou" est évalué maintenant à 25 milliards).

Voilà. Comme la gauche l'avait déjà fait, la droite s'oriente vers une nouvelle ponction sur les salaires. C'est la gauche (PS et PC), en effet, qui a augmenté — rappelons-le — le forfait hospitalier, inauguré la formule du "prélèvement obligatoire", diminué les prestations. Et de 1982 à 1986, le taux des cotisations (Sécurité et chômage) est passé de 11,07 à 14,31 %. Et aujourd'hui, la droite veut continuer la même politique.

Mais aujourd'hui pas plus qu'hier, les travailleurs ne sont en rien responsables du déficit de la Sécurité sociale. S'il y a déficit, c'est principalement parce que le nombre de chômeurs augmente, parce que les patrons jettent toujours plus de travailleurs à la rue. (Un chômeur de plus, c'est plusieurs dizaines de milliers de francs en moins dans les caisses de la Sécu). Et c'est aussi parce que les salaires sont bloqués.

Alors il n'y a aucune raison que les travailleurs acceptent ce nouveau hold-up auquel se prépare le gouvernement.

F.F.

Tous capitalistes ?

"Des millions de capitalistes", un ménage sur quatre, on nous le dit et on le répète à la télévision, à la radio : on est entré dans l'ère du "capitalisme populaire". Avec les privatisations, même les ouvriers opteraient maintenant pour le chapeau haut de forme et le cigare "barreau de chaise" du capitaliste moyen...

Bien sûr, il y a des salariés qui ont racheté du Paribas, du St-Gobain etc. en espérant que ça rapportera un peu plus que la Caisse d'Epargne. Mais, en fait, une enquête effectuée par le Crep, le Centre de recherche économique sur l'épargne, révèle que ce sont 3 millions de "ménages" — et non pas 1 sur 4 ! — qui ont participé aux récentes opérations de privatisation. Quant à l'origine sociale des acheteurs : si 4,4 % des "ménages ouvriers" ont, d'après cette enquête, participé, la proportion atteint 40 % chez les cadres supérieurs...

Et puis surtout, quoiqu'en dise la télé, on sait bien qui détient vraiment en France les cordons de la Bourse. Car si les "petits porteurs" représentent 65 % des actionnaires, ils ne détiennent que 9 % des valeurs. Les gros, eux, sont en fait 100 000 (1,6 % du total) à posséder un portefeuille d'actions qui dépasse le million de francs et à détenir, du coup, à eux seuls, 35 % du capital total que draine la Bourse.

Le "dessus du panier" se cramponne... à la corbeille.

Cap plutôt sur... les profits

PEUGEOT-CITROËN

3,6 milliards de profits en 1986

20000 F gagnés sur chaque salarié

La famille Peugeot se porte bien. Merci pour elle. Le PDG de l'entreprise, Calvet, vient en effet d'annoncer les résultats du groupe pour 1986: 3 milliards et 600 millions de francs de bénéfice net. Excusez du peu ! En 1985, les profits de Peugeot s'étaient élevés à 543 millions de francs. Une misère à côté de cette année où les bénéfices sont six fois plus élevés.

Mais si la presse économique et financière ne tarit pas d'éloges devant cette "performance" et salue, comme *Les Echos* par exemple, ce *"retour de Peugeot dans le gotha des milliardaires"*, les raisons de ces résultats qui *"dépassent les prévisions les plus optimistes"* sont très simples.

En effet, alors que les effectifs sont passés de 218 000 personnes à la fin de 1981 à 165 000 fin 1986 (176 800 en 1985), la production, elle, s'est maintenue au même niveau puisqu'il est sorti 1,716 million de véhicules des usines Peugeot et Citroën en 1981 et 1,707 million en 1986. Faire produire la même quantité de voitures avec 25 % de l'effectif en moins (45 000 personnes), voilà l'"exploit" !

Les actionnaires de l'entreprise peuvent remercier, non seulement le gouvernement actuel, mais aussi le gouvernement Mauroy à participation communiste de 1983 qui les a bien aidés dans cette politique de "dégraissage" en autorisant les milliers de licenciements de chez Talbot.

Et ce ne sont pas les 800 robots installés dans l'entreprise à l'heure actuelle qui suffisent à expliquer le phénomène des super-bénéfices 1986. En fait de "modernisation", ce sont surtout les moyens les plus classiques du renforcement de l'exploitation capitaliste que le groupe Peugeot a mis en œuvre.

Ajoutons que, grâce à une règle fiscale particulièrement avantageuse, les patrons peuvent déduire de leurs bénéfices d'une année des pertes éventuelles des années précédentes pour réduire leurs bénéfices imposables. Ainsi, Peugeot n'a pas eu d'impôts à payer sur les bénéfices qu'il avait effectués en 1985. Un cadeau de l'Etat qui a amélioré encore son bilan. La famille Peugeot et les actionnaires peuvent remercier le fisc de sa "compréhension". Cette générosité est d'autant plus méritoire que l'Etat sait parfaitement que, si Peugeot SA n'a pas distribué de dividendes de 1981 à 1983, les deux sociétés financières contrôlées par la famille, la SOFIB et la GEFCO en ont, elles, distribué généreusement à la même époque !

Tout va donc pour le mieux pour les patrons de Peugeot-Citroën. En Bourse aussi, l'action du groupe a "bouffé du lion" puisque de 126 F en 1980, elle est passée à 1320 F en 1986 et à 1679 F ces jours derniers. Peugeot envisage d'ailleurs une augmentation de capital pour bientôt.

Il paraît pourtant que le PDG, Calvet, n'a pas trop pavoisé lors de sa conférence de presse. Il se serait montré "mesuré", tout en affichant sa volonté de devenir N°1 européen de l'automobile (tout de même...)

Mais après tout, Calvet a peut-être raison de se montrer prudent... Car si l'on divise 3,6 milliards par 165 000, cela fait plus de 20 000 F par salarié... De quoi prendre le mors aux dents chez Citroën et sortir ses griffes chez Peugeot, en effet !

Frédéric FERRIERES

BÉNÉFICES

Le Crédit Agricole, aussi, barbote dans les milliards

On se souvient des bénéfices considérables avoués récemment par les grandes banques nationalisées : Crédit Lyonnais, BNP, Société Générale. Le Crédit Agricole vient d'annoncer les siens. Pas mauvais non plus puisque, au total, la "banque verte" a fait 2,114 milliards de francs de bénéfices en 1986 et que, par ailleurs, elle a "provisionné" 3,3 milliards.

Le "bon sens près de chez soi" est donc une affaire qui marche. Les salariés de l'entreprise, qui voient passer tout cet argent à longueur d'année, s'en doutaient sûrement. Mais là on le leur rappelle clairement : le Crédit Agricole a du blé plein ses coffres...

ILS ÉTALENT LEUR FRIC...

La CGE à la "conquête" de nouveaux profits

Ils en jettent par la fenêtre des millions, les dirigeants de la CGE pour vendre leurs actions ! Des pages couleur entières dans les journaux et des spots télé pour une "campagne de communication" qui va coûter au total 45 millions de francs.

Tout cela pour expliquer au public les *"10 bonnes raisons de devenir actionnaire"*, en insistant notamment sur le fait que la CGE a enregistré des *"profits ininterrompus de 1898 à aujourd'hui"* et qu'elle compte bien continuer à en engranger à l'avenir.

Ils ont *"l'esprit de conquête"*, disent-ils. Une conquête toute faite et sans grand mérite en réalité car le trust s'est développé pour l'essentiel grâce aux commandes de l'Etat qui lui a garanti, avec l'argent des contribuables, marchés fermes et résultats sûrs. Le "géant" CGE n'a pas eu de mal ainsi à vendre et à revendre à l'Etat — au-delà même des besoins réels — ses téléphones et ses installations téléphoniques, quasiment renouvelées d'ailleurs dès qu'installées, ses centrales nucléaires, son TGV et maintenant ses minitels...

Dans le même ordre d'idées, l'Etat, décidément séduit et conquis à l'avance, a su à deux reprises apporter son appui encore d'une autre façon. Ainsi, quand à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'électricité a été nationalisée en France, la CGE a été largement indemnisée au point qu'elle a pu consacrer toutes les années 1947-1955 à faire fructifier les indemnités qu'elle a touchées à cette occasion. De même, la nationalisation de 1982 a rapporté gros à ses actionnaires. Et aujourd'hui qu'elle est privatisée, c'est pour que d'autres — ou les mêmes — y gagnent encore et que les profits demeurent assurés.

D'ailleurs l'Etat, bon garçon, change de dirigeants mais pas de rôle et, aujourd'hui par exemple, ne vend pas trop cher cette entreprise qui lui appartient. Mieux même, sur le produit de la vente, il ne prend pas toute sa part (6 milliards lui reviennent finalement sur les 20 milliards escomptés).

Alors, rien d'étonnant à ce que l'action CGE, mise à prix à 290 francs, soit déjà cotée, paraît-il, à 370 F au marché parallèle, avant le début même de la vente. Cela enrichira les quelque 3 millions de petits porteurs qui devraient devenir actionnaires. Sans doute. Mais ce seront surtout les principaux détenteurs des leviers de commandes, la Générale des Eaux, par exemple, et d'autres, qui vont tirer les marrons du feu.

Et ils continueront d'ailleurs la même politique vis-à-vis des salariés en supprimant 20 à 25 000 emplois à Alcatel, dans les ex-filiales d'ITT rachetées par la CGE en 1986 et près de 1 000 à Framatome.

Et après cela, on viendra nous dire que la crise n'est pas le fait des patrons !

F.F.

Arrête ton cinéma

Depuis quelques semaines, nos directeurs sont bien occupés, c'en est étonnant. Et les chefs de services sont devenus de super-animateurs de cinémathèque. Hélas ! c'est toujours le même cinéma : "Achetez les actions CGE".

Et quand nous rentrons chez nous, nous avons encore l'impression d'être à l'usine en entendant sur toutes les radios, sur toutes les chaînes télé, toujours le même épisode du même feuilleton.

On dirait qu'ils veulent vraiment nous faire entrer ça dans la tête.

Nous, le cinéma, on aime. Mais celui qu'ils nous font ne nous empêche pas de penser que les seules actions qui rapporteront vraiment, c'est celles que nous organiserons nous-mêmes.

Refrain connu

Les primes d'intéressement sont enfin tombées. On en avait bien besoin.

Mais, nos directeurs, pas gênés, voudraient nous donner des conseils : par exemple, utiliser notre prime à acheter des actions CGE.

Pour le montant, on pourrait tout juste se payer 2 ou 3 actions, pas de quoi devenir milliardaire, même si la prime nous arrivait tous les mois !

Extraits du bulletin d'entreprise de la SAFT - Romainville (filiale de la CGE)

ASSURANCES

La caverne d'Ali Baba

Balladur, le ministre des privatisations, vient d'annoncer que les trois grandes compagnies nationalisées, l'UAP, le GAN et les AGF, vont être réorganisées en vue de la vente aux actionnaires privés.

Les compagnies d'assurances sont encore plus riches que les banques, ce qui n'est pas peu dire. Leurs réserves, constituées par des titres boursiers et des immeubles, ont vu leur valeur grimper à toute vitesse ces dernières années.

Il y a tellement d'argent dans leurs caisses qu'au moment de faire l'inventaire pour lancer la privatisation des AGF, Balladur s'est senti obligé de retarder l'opération et de demander un rapport sur les réserves des compagnies.

On a appris à cette occasion que les assurances ne savaient pas faire (ou savaient trop bien ne pas faire ?) la différence entre ce qui appartient aux assurés qui ont déposé leur épargne chez elles et ce qui leur appartient à elles.

Forcément, quand on est multi-milliardaire, on a du mal à savoir où commence sa fortune et où elle s'arrête. Ou plus exactement on a toujours tendance à y inclure l'argent des autres.

En tout cas le baratin des assureurs prétendant qu'ils ne peuvent augmenter les salaires car leur richesse appartient aux assurés en prend là un joli coup dans l'aile !

P.V.

Le congrès de l'UNEF sous le signe de la rose

Vendredi 8, samedi 9 et dimanche 10 mai s'est tenu le congrès de l'UNEF-ID (UNEF-indépendante et démocratique), le principal des deux syndicats étudiants, aujourd'hui proche du Parti Socialiste.

Sur les quelque huit cents délégués venus de toutes les universités, 64% se sont groupés derrière la majorité actuelle dirigée par les socialistes ; 18% derrière la tendance TDU (Tendance défense de l'UNEF-ID) animée par des militants trotskystes du PCI, 17% derrière la tendance LEAS (Lutte étudiante d'action syndicale) animée notamment par des militants de la LCR.

Darriulat lors du mouvement étudiant de décembre dernier (AFP).

Forte du succès du mouvement étudiant de l'automne dernier, dans lequel l'UNEF-ID avait joué un rôle important, la direction du syndicat présentait son congrès comme celui de la seule UNEF, comme le 70e congrès du syndicat étudiant créé en 1907.

Les socialistes avaient visiblement tenu à ce que l'influence qu'ils exercent au sein de l'UNEF-ID soit bien marquée au congrès.

Ainsi à la séance d'ouverture, salle Wagram, à Paris, se sont succédé à la tribune un certain nombre d'invités dont ni les propos ni la couleur politique ne variaient. Des personnalités d'abord, comme Yves Jouffa, président de la Ligue des Droits de l'Homme, et Jacques Pommateau, président de la Fédération de l'Education nationale, tous deux liés au PS, ainsi qu'Harlem Désir pour SOS-Racisme. Au nom de l'héritage de l'UNEF des années soixante, avaient été invités plusieurs anciens présidents du syndicat étudiant de l'époque, Pierre-Yves Cosset, devenu en 1981 chargé de mission au ministère de l'Economie et des Finances sous le gouvernement Mauroy, Jean-Claude Roure devenu directeur de la qualité de la vie au ministère de l'Environnement, Pierre Guidoni, élu député PS en 1981. Michel Sérac par contre, qui était en 1971 président du syndicat dont est issue l'UNEF-ID, apprenait qu'il ne pourrait pas prendre la parole. Serait-ce parce qu'il est resté lui au PCI, alors que ses anciens camarades, qui dirigent actuellement l'UNEF-ID, ont tous rejoint le Parti Socialiste au printemps 1986 ?

Une fausse note publique tout de même, celle provoquée par une dirigeante du syndicat des étudiants espagnols qui déclarait que Gonzalès, Premier ministre socialiste espagnol, menait la même politique que Chirac en France. Elle fut applaudie par une partie de la salle, mais huée par les militants socialistes.

Les fleurs rattrapèrent ça le dernier jour du congrès, lorsqu'on vit des congressistes venir offrir trois roses à la tribune en chantant *"Happy Birthday"* pour l'anniversaire du 10 mai 1981, jour de la victoire de Mitterrand aux élections présidentielles.

Revenu plus prosaïquement en banlieue, dans la faculté de Nanterre, pour y tenir ses débats, le congrès avait tourné surtout autour des thèmes tels que la démocratie au sein du syndicat, les revendications spécifiques au monde étudiant, ou encore l'unité nécessaire au mouvement, par la réunification avec l'UNEF-SE, dirigée par les communistes.

Et tous les discours bien sûr furent émaillés de références constantes, et satisfaites au mouvement de novembre-décembre, dont les débats du congrès étaient déjà si loin.

Mais plus que le dernier mouvement de la jeunesse planaient déjà sur le congrès de l'UNEF-ID l'ombre de 1988 et des prochaines Présidentielles. En guise d'action, Philippe Darriulat proposait par exemple de préparer un questionnaire à remettre aux divers candidats pour qu'ils prennent des engagements concernant les revendications étudiantes.

A l'élection de la direction du syndicat, le président sortant, Philippe Darriulat a été reconduit dans ses fonctions. Mais il y a une nuance tout de même : lorsqu'il avait été élu au précédent congrès, il se réclamait encore du trotskysme et était militant du PCI. Aujourd'hui, c'est en tant que membre du PS qu'il a été réélu.

Aux lendemains de Mai 1968 les courants d'extrême-gauche jouèrent un rôle important dans le mouvement étudiant, tout au moins dans sa minorité remuante et politisée. La direction du syndicat (celui-ci avait il est vrai de moins en moins d'adhérents) avait alors été assumée par des militants d'extrême-gauche. Après la scission de 1971 en deux UNEF rivales, des militants d'extrême-gauche (essentiellement ceux du PCI) avaient tenu à bout de bras l'UNEF dite "Unité Syndicale" puis "Indépendante et Démocratique", concurrente de celle animée par le PCF.

Aujourd'hui, l'UNEF-ID a donc quitté la mouvance de l'extrême-gauche pour tomber dans celle de la social-démocratie, parce que la plupart de ses dirigeants ont décidé de rejoindre le PS.

Une telle évolution exprime certes une certaine démoralisation de ces militants qui, issus de l'après-1968, ont volontairement confiné leur activité dans leur milieu étudiant ou enseignant, sans faire réellement l'effort de se lier étroitement à la classe ouvrière dont pourtant, en tant que marxistes, ils se revendiquaient. Cette évolution témoigne aussi du danger que constitue l'activité syndicale et corporatiste dans les milieux de la petite-bourgeoisie. Mais elle est surtout le résultat du suivisme politique de la plupart des organisations se réclamant des idées révolutionnaires, vis-à-vis de l'Union de la gauche avant 1981 ; des illusions qu'elles avaient semées, même dans leurs propres rangs, sur les changements qu'apporterait l'arrivée de la gauche au pouvoir, sur la soi-disant remontée du mouvement ouvrier qu'elle entraînerait.

De remontée du mouvement ouvrier, il n'y en eut point. Par contre cette période vit la poussée électorale du PS et partant, l'attrait qu'elle exerça sur une frange des militants d'extrême-gauche, et cela d'autant plus facilement d'ailleurs que ces militants baignaient dans la pétite-bourgeoisie intellectuelle, une des principales bases sociales du Parti Socialiste.

Alors, aujourd'hui les politiciens bourgeois à étiquette socialiste peuvent se targuer d'avoir attiré par UNEF interposée (une UNEF regonflée par le dernier mouvement) une partie de la jeunesse à leurs côtés. Mais l'ont-ils vraiment ? Et surtout l'auront-ils le jour où elle entrera en mouvement ? Ça, c'est une autre affaire.

Le mouvement étudiant et lycéen de l'automne dernier contre une loi du gouvernement Chirac, le mouvement étudiant et lycéen espagnol de ces derniers mois contre la politique d'un gouvernement socialiste montrent que la jeunesse peut réserver bien des surprises à tous ces politiciens.

Car lorsque les jeunes entrent en lutte, le seul avenir digne d'eux n'est pas le présent sclérosé que leur offre la société capitaliste mais bien les sentiments de justice et d'égalité sociales que seules peuvent leur apporter les idées révolutionnaires.

Georges Lattier

Manifestation au début du mouvement (AFP).

Schwartz et la réforme de l'université : zéro pointé

Des droits d'inscription à l'université de 1000 F, des diplômes de valeurs différentes d'une université à l'autre, la création de différentes filières, "courte" ou "longue" pour les étudiants de l'enseignement supérieur, bref une plus grande sélection à l'université, cela ne vous rappelle rien? Le projet Devaquet? Eh bien, vous n'y êtes pas du tout. Non, il s'agit de propositions formulées par Laurent Schwartz, un universitaire proche du Parti Socialiste, qui vient de préfacer un rapport remis à Mitterrand à propos de l'avenir de l'Université.

Devaquet a pourtant perdu sa place de ministre et déclenché le mouvement d'ampleur que l'on sait à l'automne dernier, pour presque moins que ça, puisqu'il proposait, lui, des droits d'inscription variant de 450 à 900 F. Eh bien cela n'arrête pas notre professeur de gauche.

Il est vrai que, dans cette société, l'idée même de l'accès à la culture pour tous semble poser un problème insoluble même à un mathématicien de renom !

COMITÉ DIRECTEUR DU PS

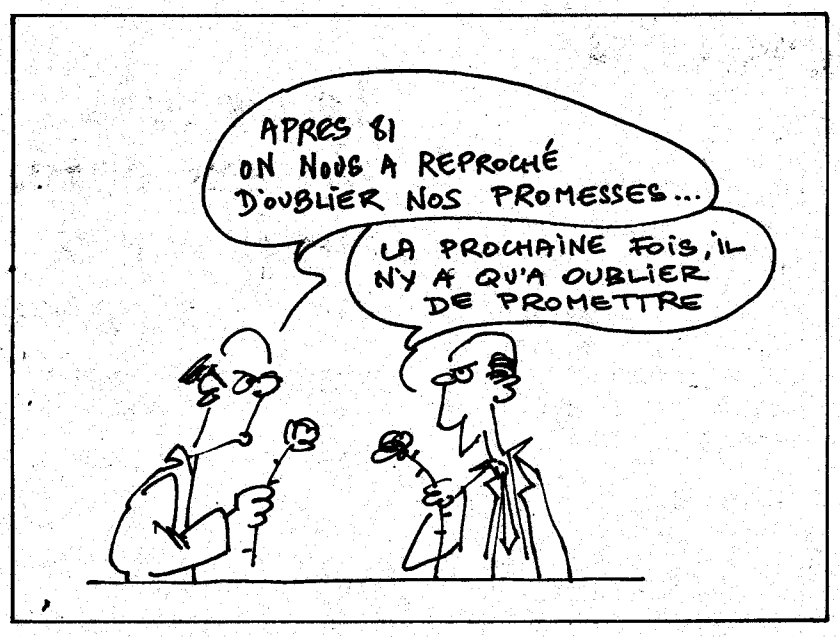
Les socialistes aux dents longues

Samedi 9 mai, s'est tenu le Comité directeur du Parti Socialiste élargi à tous ses parlementaires. Il s'agissait officiellement de faire un bilan des cinq années de gouvernement de gauche et, à un an des élections présidentielles, d'élaborer les grandes lignes du programme du Parti Socialiste pour les prochaines élections.

Ce bilan n'était pas la critique de la politique d'austérité menée par la gauche au gouvernement, ni une analyse de celle à mettre en œuvre pour combattre la baisse du niveau de vie et la hausse du chômage, et encore moins une ébauche de plan visant à faire payer les riches aux scandaleux profits boursiers et autres. Non.

Car, pour ces cinq années de gouvernement, le Parti Socialiste affiche la satisfaction générale. Le ton était donné par Mauroy, Premier ministre du blocage des salaires, de la politique de rigueur, des milliards versés au patronat lors des nationalisations: *"Nous pouvons être fiers de notre bilan"*. Fabius, l'autre Premier ministre, celui des licenciements en grand (poursuite du Plan "acier", Michelin, Creusot-Loire, etc.) n'a pas dit autre chose, tout en constatant pourtant qu'en ce qui concerne les promesses électorales du PS, *"l'opinion publique a été déçue. Elle nous reproche de ne pas les avoir respectées"*. En particulier à propos du chômage dont l'augmentation a déçu les électeurs de gauche, Fabius en tire une leçon: *"Nous aurions pu, nous aurions dû, ne pas laisser croire que nous pouvions régler ce problème rapidement"*. Le seul tort donc, c'est d'avoir fait quelques promesses auxquelles l'électorat de gauche a cru.

Alors, pour les prochaines élections, le Comité directeur est unanime: il faut *"ne pas faire naître d'espoirs irréalisables"*. Mauroy a bien insisté. Et Fabius a ajouté: *"La multiplicité des engagements pris* (en 1981) *a posé un sérieux problème"* et cela n'a pu mener *"qu'à la déception"* et il a conclu: pas de programme détaillé, *"pas de projet clés en main"*, même aussi vagues et imprécis que les "110 propositions" du candidat Mitterrand. Tous, au Parti Socialiste, sont devenus prudents: il ne faut surtout prendre aucun engagement. Reste le flou artistique, défini ainsi par Fabius: *"La réalité doit avoir toute sa place. L'utopie mobilisatrice aussi toute la sienne"*. Eh oui, si les électeurs de gauche malgré tout avaient encore quelques illusions, voilà donc les grandes lignes du "programme" tracées par le Comité directeur: faire rêver en ne s'engageant sur rien.



Restait la concurrence plus ou moins feutrée entre les chefs présents ou absents. Rocard, en candidat présidentiable prudent, n'était pas là: en aucun cas, il ne veut apparaître comme lié par les débats de ses collègues sur un programme électoral, aussi creux et vide qu'il soit. Chevènement, quant à lui, se donnait un petit air critique: ça peut toujours servir. Quant à Jospin, il a, lui aussi, les dents longues. N'a-t-il pas déclaré: *"Le Premier ministre doit être le leader du parti comme dans les autres démocraties occidentales"?* Autrement dit, Jospin se voit bien en Premier ministre.

Alors, côté candidats, c'est plutôt le trop-plein, et pour la course aux postes en cas de victoire électorale du PS, ça promet! Mais côté programme, c'est le grand vide; les dirigeants socialistes croient avoir trouvé la recette: moins ils feront de promesses, moins ils auront besoin de les trahir.

Mais de cinq ans de gouvernement de la gauche, les travailleurs, eux, ont bien d'autres leçons à tirer: qu'ils n'ont pas plus à attendre de ces politiciens-là que de ceux de la droite, et que pour changer leur sort, ils ne doivent compter que sur leurs luttes.

Annick JALERIAN

LE PS ET LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Quand les socialistes ne s'opposent au projet gouvernemental que pour leurs intérêts politiciens en France

Les parlementaires socialistes ont déféré au Conseil constitutionnel la loi organisant le référendum sur l'indépendance en Nouvelle-Calédonie. Ce dernier recours aura peut-être pour effet de reculer de quelques jours ou quelques semaines l'organisation du référendum, voire de modifier le libellé des questions posées. A moins que les socialistes n'espèrent créer l'occasion de nouvelles polémiques au sein de la majorité, celle-ci et le gouvernement lui-même s'étant divisés sur ce problème.

Les parlementaires socialistes se sont saisis d'arguties juridiques pour tenter de contrecarrer la loi votée par la majorité. C'est de bonne guerre. Mais, au fond, peu importe.

Ce référendum, si jamais il a lieu, ne résoudra rien. Le corps électoral retenu (tous les détenteurs de la nationalité française présents en Nouvelle-Calédonie depuis trois ans au moins) est tel que les Kanaks, qui occupaient l'île avant l'invasion coloniale française et qui de toute évidence, souhaitent dans leur immense majorité l'indépendance, sont minoritaires. Mais cela, les socialistes ne l'ont pas contesté devant le Conseil constitutionnel. Car, dans une constitution qui reconnaît le fait colonial, qui proclame qu'une île des antipodes fait partie de l'hexagone, c'est constitutionnel, justement. Et les droits d'une population colonisée ne le sont pas.

Les parlementaires socialistes mènent une bataille juridique d'arrière-garde. En fait, le sort des Kanaks ne les préoccupe pas. Car, si tel était le cas, ils auraient agi autrement pendant les cinq ans où ils ont été au gouvernement. Mais, alors, ils ont tergiversé, repoussé soigneusement les échéances à une période où ils savaient qu'ils ne seraient plus au gouvernement. Et, aujourd'hui, ils s'efforcent de faire croire aux Kanaks que leur sort se joue à Paris, selon que les "bons" ou les "méchants" sont au gouvernement. Ce en quoi ils sont bien aidés par les dirigeants du FLNKS, Tjibaou en tête, qui a sollicité plusieurs entrevues avec Mitterand, permettant à celui-ci de se poser en ami des Kanaks...

Aujourd'hui, pour les hommes politiques français, de droite, du centre, de gauche, le maintien de la Nouvelle-Calédonie comme colonie française n'a pas grande importance. Mais, de par la volonté de l'extrême-droite calédonienne et française, les aspirations à l'indépendance des Kanaks, méprisés par une administration coloniale arrogante, parqués sur les terres les plus mauvaises, sont devenues un des enjeux du combat politicien en France. Et les gouvernants français n'osent rien faire ; ils tergiversent pour gagner du temps comme l'ont fait les socialistes, ou ils choisissent la fuite en avant comme le fait le gouvernement actuel pour gagner des voix ; car il est bien possible que si, pour satisfaire l'électorat de droite, le gouvernement organise réellement son référendum, il suscite une nouvelle flambée de colère en Nouvelle-Calédonie.

Mais ce n'est pas à Paris, au Parlement, au Conseil constitutionnel ou dans n'importe lequel des organes de l'Etat français que les Kanaks pourront obtenir ce qu'ils souhaitent. Ce sera en Nouvelle-Calédonie même, en s'adressant à tous les opprimés de la région. Les Kanaks ne sont plus majoritaires chez eux, mais les pauvres, comme partout, le sont en Océanie. Et si la masse des Kanaks choisit de faire passer la ligne de partage entre pauvres et riches, entre exploités et exploiteurs, ils pourront obtenir bien des soutiens et peut-être même bien plus que leur indépendance : ils pourront représenter un espoir pour les pauvres du monde entier.

J.-J. F.

La droite indignée par les propos de Le Pen... sur le Sida

C'est vraiment une chance pour les politiciens de la majorité que Le Pen ait lâché quelques énormités sur le SIDA lors du lancement de sa campagne électorale à *Antenne 2,* le 6 mai dernier. Car c'est bien là un sujet sur lequel on peut se démarquer à bon compte du Front National.

Dès le lendemain de l'émission, le ministre de la Santé, Michèle Barzach, montait au créneau pour contrer les affirmations de Le Pen. Simone Veil lui a emboîté le pas. Et, dans la foulée, les ténors de la majorité — Toubon pour le RPR et Léotard pour le PR — ont affirmé haut et fort qu'ils ne signeraient aucun accord électoral avec le Front National.

Mais si on a eu droit à tous les arguments sur le SIDA, et ce n'est pas ce qui manquait, la polémique n'a pas été menée avec la même vigueur sur les idées toutes aussi mensongères et bien plus dangereuses de Le Pen sur le chômage, l'immigration ou la Sécurité sociale.

C'est que les politiciens du RPR ou de l'UDF savent bien que cette démagogie est payante sur le plan électoral. Alors plutôt que de contrer Le Pen de front, ils s'évertuent à lui couper l'herbe sous les pieds en démontrant que si Le Pen fait des discours, eux, ils agissent.

Pasqua, le ministre de l'Intérieur, vient de rappeler fort à propos qu'il a fait expulser 101 Maliens en octobre dernier et il se dit prêt à faire mieux: *"On m'a reproché un avion mais s'il le faut je ferai un train"!*

Quant à Chirac, il vient de décider d'accélérer un peu les choses en ce qui concerne le code de la nationalité afin que l'Assemblée puisse discuter d'un nouveau projet à l'automne prochain... un peu avant les présidentielles.

D'ailleurs Chalandon, auteur du premier projet, est très clair quand il affirme qu'en ce qui concerne le Front National: *"Tout ce que peut faire la majorité, c'est essentiellement de reconquérir des électeurs qui l'ont quittée pour le Front National"*.

Mieux vaut alors ne pas prendre à rebrousse-poil tous ceux qui se sont laissé séduire par la démagogie anti-immigrés de Le Pen et s'indigner d'autant plus fort contre ses lubies sur le SIDA!

Le procès de Klaus

Les Barbie d'hier et de demain

Un peu ras-le-bol de ce grand spectacle du procès Barbie qui va, nous répète-t-on, être jugé pour "crimes contre l'humanité".

On nous dit aujourd'hui qu'il s'agit d'un procès contre l'oubli. C'est vite dit. Car sachons-le, ceux qui, quarante-deux ans après, ont organisé le procès de Barbie, veulent bien rappeler certaines choses, mais voudraient aussi nous en faire oublier beaucoup d'autres. Si, par exemple, certains tortionnaires nazis n'ont pas été jugés après la guerre, c'est parce qu'il auraient pu trop en dire sur bien des hommes d'Etat français qui ont fait du zèle sous l'Occupation, mais qui ont été absous après la guerre, et ont même fait une nouvelle et brillante carrière.

Et le véritable procès de tous ceux qui ont participé au pouvoir, à l'administration de l'Etat durant ces années sombres ne sera probablement jamais fait. Certainement pas, en tout cas, à l'occasion de ce procès.

N'oublions pas que c'était la police française qui arrêtait les résistants et les Juifs. C'est la police parisienne qui a organisé en 1942 la rafle du Vel d'Hiv et arrêté 13 000 Juifs qui furent déportés ! Cela n'a pas empêché que cette même police parisienne, avec tous ses responsables, soit décorée de la Légion d'honneur à la Libération, parce qu'elle avait fait deux jours de "résistance", juste à temps, juste avant que les troupes alliées arrivent !

Et là encore, ce n'étaient que des exécutants. Mais au-dessus, combien de commissaires, de préfets, de sous-préfets, de hauts et moyens cadres de l'Etat, sont restés en place durant toutes ces années et bien après ? Combien sont devenus des hommes politiques en vue ?

Alors, puisqu'on prétend nous parler aujourd'hui d'un procès contre l'oubli, il ne faut rien oublier. Si l'on ne veut plus jamais ça, il ne faut surtout pas oublier pourquoi et comment les Barbie et ses semblables ont pu exister.

Si, dans les années 30, la bourgeoisie allemande avec la complicité de toutes les bourgeoisies occidentales et française, anglaise et américaine en premier lieu fit appel aux bandes de tueurs du Parti Nazi pour finalement porter Hitler au pouvoir, ce fut par peur de la révolution, pour briser toute résistance ouvrière et diviser les pauvres entre eux en détournant le désespoir des couches populaires en une haine contre "les autres", "les étrangers".

C'est ainsi que la grande crise économique des années 30 fut suivie des dictatures fascistes en Europe, matant les peuples pour les conduire à la boucherie de la Seconde Guerre mondiale.

De quoi sera suivie la crise économique actuelle, qui n'en est peut-être qu'à ses débuts ? Comment les exploiteurs s'y prendront-ils pour mettre les travailleurs au pas d'abord, pour les expédier éventuellement ensuite sur les différents fronts de la troisième guerre mondiale ? N'en doutons pas, comme il y a 50 ans, ils feront payer très cher aux travailleurs de n'avoir pas fait la révolution, s'ils ne la font pas. Ils utiliseront aussi la démagogie raciste. Comme en Allemagne nazie, les camps de concentration anti-ouvriers précèderont la haine raciale institutionnalisée et ses camps d'extermination. Ils préfèreront aveugler les petites gens avec le nationalisme, voire avec le racisme, plutôt que de les voir se défendre contre les exploiteurs de leur propre pays. Et parmi ceux qui aujourd'hui financent ou soutiennent Le Pen, il y a bien des gens qui diront à leur tour : "On ne savait pas...". Après tout, ne l'oublions pas non plus, il y eut même quelques bourgeois juifs parmi tous ces grands bourgeois, allemands ou pas, qui financèrent les troupes anti-ouvrières d'Hitler !

Alors aujourd'hui, en ces temps de crise économique, quand des démagogues profitent de ce que la gauche au gouvernement a déçu les travailleurs pour agiter des thèmes racistes et démagogiques, il ne faut rien oublier. Mais vraiment rien oublier !

Juger, aujourd'hui, les Barbie d'hier, ce n'est rien ! Ce qu'il faut, c'est empêcher, aujourd'hui, les Barbie de demain d'apparaître.

Editorial des bulletins d'entreprise du 11 mai 1987

Le procès du souvenir, mais il y a des souvenirs qui les gênent tous

Klaus Barbie a finalement décidé de ne plus assister à son procès. Ce n'est donc pas de lui, directement, que tomberont certaines "révélations" — dont il avait agité la menace — concernant l'attitude d'une partie du personnel politique français durant la dernière guerre. En revanche, la presse étrangère vient de publier plusieurs articles contenant des informations présentées comme "nouvelles" sur la période de l'Occupation et de l'immédiat après-guerre. C'est ainsi que les articles de deux hebdomadaires allemands ont soulevé des réactions, parfois indignées, tant à droite qu'à gauche, parce qu'ils feraient — comme l'écrit *Le Matin* — *"le procès de la France"*.

L'hebdomadaire *Stern* a été particulièrement remarqué pour son interview de John Loftus qui fut procureur spécial chargé des crimes nazis au Département américain de la Justice. Il y proclame que *"l'histoire de Klaus Barbie est un scandale dans lequel sont impliqués les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la République Fédérale Allemande"* et que Barbie, après guerre, *"n'avait rien à craindre des officiels français parce que beaucoup d'entre eux redoutaient ce qu'il savait et pourrait dire sur eux"*.

Eh oui, la bourgeoisie française, ses hommes politiques, son appareil d'Etat ont collaboré et pas seulement passivement. Après 1940, l'Etat français se retrouvait dans le camp militaire de l'Allemagne : la collaboration était donc une façon de continuer à faire des affaires, de continuer à préserver les intérêts des possédants auprès des puissants du moment... en attendant de se reconvertir avec leurs successeurs "alliés" quand la victoire aurait changé de camp.

Déterrer, au propre comme au figuré, les cadavres dont l'Etat français d'alors a jalonné sa route, il ne pouvait en être question après la guerre. Ni tant que restaient aux affaires les hauts fonctionnaires de l'administration pétainiste, les policiers responsables de la chasse aux Juifs, aux résistants et aux communistes, les juges des Sections spéciales de Vichy. La bourgeoisie française avait trop besoin de ce défenseur de ses intérêts qu'est son appareil d'Etat, pour donner à voir quel avait réellement été son rôle alors.

Mais plus de quarante ans ont passé et comme les responsables de ces faits sont morts ou à la retraite depuis longtemps, finalement, cela ne gêne plus guère les tenants de l'Etat français que l'on évoque cette période. Même s'il y a parfois quelques bavures, comme lors de la mise en cause par Loftus d'un ambassadeur, père d'un ancien ministre de Giscard, dans la fuite de Barbie.

François TUDOR

La route des rats croisait celle des monastères

Les articles qui paraissent actuellement autour du procès de Barbie et de l'itinéraire de ce dernier, de l'Allemagne de 1945 au tribunal de Lyon en passant par l'Amérique latine, apportent quelques nouvelles précisions sur le "recyclage" dont profitèrent, après guerre en Allemagne même, nombre de nazis dont Barbie, grâce aux bons soins des Etats prétendument démocratiques.

Après 1945, en effet, les "Alliés" firent largement appel aux "compétences" des nazis soit au titre de l'espionnage, soit dans la répression contre la population allemande. C'est ainsi qu'un Barbie, qui avait repris du service — ou plutôt ne l'avait jamais interrompu mais avait changé d'employeur — exerça ses talents très spéciaux, dès 1945 dans la lutte contre les militants communistes à Munich, sous la protection des services secrets américains. Services secrets qui, après le développement de la "guerre froide", recoururent plus intensivement à ce type d'individus. A tel point que la chose devenant par trop voyante dans les années cinquante, les employeurs de Barbie et de nombre de ses pareils leur firent discrètement prendre la tangente vers d'autres cieux par ce qu'on appela ensuite "la route des rats".

Dans une enquête publiée en juillet 1983, *Le Monde Diplomatique* écrivait déjà à ce propos : *"Pendant la "guerre froide", les Anglais et les Américains utilisèrent des criminels de guerre et autres nazis pour diverses missions (...) Cela n'a pas seulement aidé les coupables à échapper aux procès, mais cela a aussi ouvert la voie à la collaboration qui devait plus tard s'établir entre Barbie et la CIA"* en Amérique latine. Amérique latine vers laquelle émigrèrent, selon certaines estimations, au moins 10 000 "criminels de guerre" nazis grâce à la protection de services secrets occidentaux, en empruntant la "route des monastères". Une filière mise en place par le Vatican — et que Jean-Paul II pouvait bien feindre d'ignorer quand il condamnait le nazisme récemment en Allemagne... mais que connaissaient fort bien et les nazis et les "Alliés". A preuve, ce rapport établi dès mai 1947 par l'attaché militaire américain en Italie et qui désignait le Vatican comme *"la principale organisation impliquée"* dans l'évasion des nazis.

Avec la bénédiction de la CIA et le savoir-faire très spécial d'individus du type de Barbie, les "voies du Seigneur" ne sont finalement pas si impénétrables qu'on le dit...

F.T.

Barbie

Les vainqueurs de l'Allemagne "dénazifiaient" en faisant appel aux nazis.

En 1983, peu de temps après l'extradition de Barbie vers la France, une commission américaine reconnaissait que les services secrets américains avaient bien contribué à soustraire Barbie aux poursuites et l'avaient embauché : *"Nous avions affaire à un nouvel adversaire (...) Nous étions en pleine guerre froide, nous avions de nouvelles tâches et peu de personnel américain pour y faire face"*.

Cela a le mérite de la franchise a posteriori, même si l'utilisation des "compétences" du personnel du Troisième Reich par les "Alliés" est bien antérieure aux débuts de la guerre froide. Oh, certes, la déclaration de Moscou d'octobre 1943, contresignée par les "démocraties" alliées, avait promis de châtier les responsables des crimes commis par le nazisme, mais cela, c'était pour la galerie : il ne pouvait évidemment être question pour les bourgeoisies occidentales de se châtier elles-mêmes. Car, même sans parler de la responsabilité qu'avait eue la bourgeoisie — et pas seulement celle d'Allemagne — dans la venue au pouvoir d'Hitler, on n'avait guère entendu se manifester les soi-disant tenants de la "démocratie" quand le régime nazi, encore à peine installé, écrasait sous sa botte la population allemande. Rien que de 1933 à 1939, il y eut plus d'un demi-million d'Allemands arrêtés et condamnés par le régime : ce sont eux, le plus souvent des militants de gauche ou d'extrême-gauche, qui furent les premiers à peupler les camps nazis, c'est la classe ouvrière allemande dans son ensemble que brisa la terreur des SA et de la Gestapo, dans le silence complice des "démocraties".

Cela, non seulement, il n'était pas question de le reprocher aux nazis, mais au contraire, aux yeux des vainqueurs de 1945, cela valait en quelque sorte comme une assurance pour le présent et pour l'avenir. Car, une fois le Reich effondré, ils avaient comme souci immédiat de maintenir "l'ordre" contre la population allemande. Et qui aurait pu offrir autant de garanties de "savoir-faire" en ce domaine que les hommes de l'ancien régime nazi ?

Chargé officiellement de la "dénazification", le général américain Clay l'exposait clairement dès juillet 1945 dans un rapport au général en chef, Eisenhower : *"Il semble trop souvent que les seules personnes ayant les qualités voulues* (pour maintenir l'ordre), écrivait-il, *soient les fonctionnaires de carrière dont un grand nombre ont été plus que des participants nominaux aux activités du parti national-socialiste"*. Alors, on en licencia ou arrêta un certain nombre — "dénazification" oblige — mais pour les élargir et les réembaucher aussitôt. Ce fut la période des certificats de bonne conduite délivrés aux nazis par les autorités d'occupation, ce que les Allemands appelaient les *"Persilscheine"*, les "certificats Persil"... parce qu'ils permettaient de transformer le brun (couleur des nazis) en blanc !

Bien sûr, il y eut des procès à grand spectacle à Nuremberg : sur 5 000 accusés, 210 seulement furent jugés. Et il y eut bien des acquittements de hauts dignitaires du régime comme Von Papen ou Schacht. Les grands capitaines d'industrie qui avaient porté le régime nazi sur les fonts baptismaux et qui avaient réalisé des profits colossaux durant cette période, furent absous : Von Witzleben de Siemens, les avionneurs Messerschmitt, Heinkel, Dornier et bien d'autres. Les dirigeants de l'IG Farben — le grand trust chimique — ne furent nullement inquiétés, même pas pour le fait d'avoir fait mourir à la tâche 50 000 déportés d'Auschwitz rien que lors de la construction d'une usine de caoutchouc artificiel !

Non, "les crimes contre l'humanité", "les crimes de guerre" du régime hitlérien n'étaient nullement la préoccupation des "Alliés" : de tels crimes étaient pour eux, quoi qu'ils en aient dit, dans l'ordre des choses, c'est-à-dire du régime capitaliste. Ainsi en Allemagne, les "Alliés" avaient systématiquement écrasé les populations civiles sous des tapis de bombes : l'été 1943, "l'opération Gomorrhe" fit 40 000 morts à Hambourg, détruisit 277 000 logements, 24 hôpitaux, 277 écoles. A Francfort, à la fin de la guerre, seuls 25 % des habitations étaient encore debout ; 10 % à peine à Nuremberg ; Berlin était un tas de ruines ; à Dresde, des centaines de milliers de civils périrent en un seul bombardement. Il s'agissait pour les futurs vainqueurs de terroriser les populations civiles, de les disperser pour qu'après la chute du Reich, ces populations ne soient pas tentées de s'en prendre, comme elles l'avaient fait après la Première Guerre mondiale, à leurs exploiteurs et bourreaux.

Ils ne s'en cachaient même pas, ces gouvernants américains qui, un mois avant le premier procès de Nuremberg, écrasaient dans l'horreur nucléaire les populations de Nagasaki et Hiroshima. Non pas parce que cela aurait été nécessaire pour gagner la guerre, mais parce que c'était nécessaire pour frapper de terreur le peuple japonais et, à travers lui, les peuples du monde entier. Quant aux militaires français, eux, un mois après Nuremberg, ils faisaient des milliers de morts dans le bombardement du port d'Haïphong, commençant ainsi cette guerre inique qui a ensanglanté pendant 25 ans le Vietnam.

Pierre LAFFITTE

INTERNATIONAL

YOUGOSLAVIE

Les mineurs de Labin battent en brèche le blocage des salaires

Après plus d'un mois de grève, les mineurs de Labin, en Croatie, une des Républiques fédérées de Yougoslavie, ont décidé le 11 mai de reprendre le travail : ils ont obtenu de 40 % à 46,5 % d'augmentation des salaires (ils réclamaient 100 %) et la démission de deux directeurs, tandis que le cas du directeur général doit être examiné par une "commission spéciale". (Les mineurs réclamaient le départ de la direction de la mine).

Les mineurs de Labin avaient entamé leur mouvement alors que la vague de grèves qui avait déferlé sur la Yougoslavie en mars dernier avait cessé. Cette vague de grève avait été provoquée par la décision du gouvernement de bloquer les salaires à leur niveau de décembre 1986 et d'exiger des travailleurs le remboursement de toutes les augmentations qu'ils avaient pu avoir depuis. Cela équivalait, en dehors même du remboursement, à des baisses de salaires de l'ordre de 40 % ! Les grèves ne s'étaient interrompues que par la promesse d'étaler les remboursements et la menace de faire intervenir l'armée.

Mais le blocage des salaires demeurait. Et cela dans un pays où l'inflation est de 130 % par an. Dans ces conditions, ce qu'ont obtenu les mineurs de Labin représente probablement un relatif succès pour eux.

Les grévistes avaient tenu à expliquer que leur grève n'était pas politique et était occasionnée par le seul problème des salaires. Mais ces mouvements de grève s'en prennent directement à l'Etat qui est, de fait, l'employeur de la majorité de la population ; et syndicats et parti unique ne sont, en pratique, que des organes de cet Etat. C'est ainsi, d'ailleurs, que non seulement les mineurs ont contraint le gouvernement à revenir sur ses décisions, mais encore ces grèves ont opposé les travailleurs aux dirigeants des syndicats officiels et aux représentants de la Ligue des Communistes, le parti unique au pouvoir en Yougoslavie. A Labin, les mineurs membres de ce parti avaient été sommés par leurs dirigeants de reprendre le travail, ce qu'ils se sont refusé à faire jusqu'au bout.

Selon le correspondant du *Monde* (*Le Monde* du 13 mai), lors d'une réunion des dirigeants syndicaux qui se tenait le jour même où les mineurs de Labin décidaient la reprise, plusieurs responsables ont souligné les dangers qu'aurait pu comporter pour le régime la solidarité des ouvriers des autres mines yougoslaves.

Tant il est vrai que, dans la Yougoslavie prétendument socialiste, les autorités craignent d'abord et surtout la mobilisation des travailleurs.

J.-J. F.

BELGIQUE

Le commissaire et les néo-nazis

Le 4 mai dernier s'est ouvert à Bruxelles le procès de deux militants d'un groupe paramilitaire néo-nazi, le WNP (Westland New Post), accusés d'avoir sauvagement assassiné un couple apparemment sans histoires en 1982.

Cette sombre histoire fait la Une des journaux belges et lève à nouveau un coin du voile sur les relations de complicité existant entre l'extrême-droite et des membres de l'appareil d'Etat.

C'est ainsi que l'on a appris que celui qui donnait des "cours de filature" aux futurs assassins n'était autre qu'un commissaire de la Sûreté belge qui revêtait une cagoule pour la circonstance et qui est, maintenant, impliqué dans cette histoire de meurtre.

Non seulement ledit commissaire n'a pas été sanctionné, mais ses supérieurs le couvrent en affirmant qu'il était infiltré dans le WNP.

Bref, le personnage jouissait de la confiance du WNP aussi bien que de ses supérieurs. Plusieurs témoins l'accusent d'avoir participé aux surveillances organisées autour des deux personnes assassinées. Quoi qu'il en soit, le résultat de ses activités n'est pas joli-joli. Mais comme il le dit lui-même avec désinvolture au tribunal : *"Personne n'est parfait"*...

Et ce sont des gens aussi peu parfaits, prêts aux coups tordus et liés aux gangsters de l'extrême-droite qui truffent les services de police, secrète ou pas, des pays dits libres. Autant dire que la tâche de ces gens-là n'est pas de protéger les populations.

ALLEMAGNE DE L'OUEST

Syndicats et patrons à l'heure du compromis

Le syndicat de la métallurgie IG Metall en Allemagne de l'Ouest a signé récemment un accord avec le patronat sur la réduction du temps de travail et la révision des tarifs salariaux, valable pour les trois années à venir.

L'IG Metall a environ 2,5 millions d'adhérents ce qui confère à la signature, que ses dirigeants viennent de donner, une signification pour toute la classe ouvrière allemande.

La nouvelle Convention prévoit que le temps de travail, qui avait été fixé à 38,5 heures après les grèves de 1984, sera réduit à 37,5 heures au 1er avril 1988 et à 37 heures au 1er avril 1989. Il prévoit que les salaires seront augmentés en trois ans de 8,2 % en trois étapes, dont 3,7 % cette année.

Temps de travail réduit, salaires augmentés, tout cela sans grève, voilà qui pourrait à première vue paraître, en cette période de montée du chômage, de blocage des salaires, de détérioration des conditions de travail et d'existence, comme un résultat appréciable par bien des travailleurs en France. En Allemagne, cela semble également avoir été pris plutôt avec soulagement par nombre de travailleurs des grosses entreprises. Du moins si l'on s'en réfère par exemple aux premières impressions recueillies par le journal d'extrême-gauche *"SOZ (Sozialistische Zeitung)"* du VSP (Vereinigten Sozialistischen Partei) auprès de quelques-uns de ses militants, dans son numéro du 7 mai 1987. Un soulagement qui s'explique par le fait que les travailleurs de la métallurgie s'attendaient, comme en 1984, à être appelés à la grève par la direction syndicale.

Il semblerait qu'une majorité de travailleurs en était arrivée à penser que la grève était plus fatale que souhaitable, et ne croyaient pas que les discussions avec les syndicats puissent aboutir à un compromis entre les deux parties.

LA CONTREPARTIE

Les raisons de ce soulagement sont plus à mettre au compte de ce qui ne va pas se passer qu'à celui du contenu du compromis. Car il y a des contreparties peu réjouissantes dans l'accord, les textes donnant aux patrons de nouvelles possibilités de "flexibilisation" des horaires au détriment des travailleurs.

L'IG Metall, par exemple, a accepté de signer la possibilité de calculer les moyennes horaires sur six mois, au lieu de deux mois précédemment ; dans certaines régions, comme la Hesse, le Nord-Bade/Nord-Wurtemberg, de considérer le samedi ou même le dimanche comme jour de travail normal, si un accord d'entreprise (et non de région pour la branche) intervient en ce sens. Par entreprise, les patrons peuvent avoir plus de facilités à exercer une pression afin de faire passer les horaires qui leur conviennent. Autre facilité : dans la région de Hesse par exemple, la façon d'indemniser les heures supplémentaires (10 par semaine et 20 par mois) peut également être déterminée par accord d'entreprise.

L'accord satisfait donc la volonté des patrons de voir élargie dans les textes la possibilité de tirer le plus de profits possible de leurs machines et de leurs usines, c'est-à-dire de leur capital.

UN CALCUL QUE LES BUREAUCRATES SYNDICAUX VEULENT PAYANT POUR EUX-MEMES

Il reste que si les dirigeants de l'IG Metall ont cru bon de signer un tel compromis sans recourir à la grève, c'est qu'ils ont jugé — à tort ou à raison — qu'il pourrait leur être profitable, c'est-à-dire qu'il ne risque pas de leur faire perdre des syndiqués, mais au contraire plutôt de leur en gagner.

Les syndicats allemands n'ont pas la réputation d'être des forcenés de la grève, mais au contraire des "champions" de la concertation autour du tapis vert. Il figure même dans leurs statuts que, pour déclencher une grève, il faut 75 % de votes favorables, alors que si 25 % de salariés s'expriment en faveur de la reprise, celle-ci doit être considérée comme effective. Ceux qui ne respecteraient pas ces règles ne seraient pas indemnisés par la caisse de grève du syndicat.

Autant dire que la grève pour les 35 heures, dont l'initiative en 1984 avait été prise par la direction syndicale, avait répondu à une situation bien particulière, et qu'il faudrait être naïf pour croire que la grève serait devenue l'arme préférée des bureaucrates syndicaux. En 1984, la métallurgie avait en grande partie été paralysée par six semaines de grève. Mais pour ne pas avoir à trop toucher à sa caisse de grève, la direction syndicale, après avoir fait voter des centaines de milliers de travailleurs de la métallurgie de deux régions d'Allemagne seulement, n'en avait appelé que quelques milliers à faire réellement grève : surtout dans des usines de pièces détachées bloquant entre autres la production des grandes usines de l'automobile. Le patronat avait riposté en lock-outant les entreprises qui n'étaient pas en grève ou en chômage technique. Des centaines de milliers d'ouvriers s'étaient donc arrêtés, mais très peu étaient moralement en grève, c'est-à-dire à l'offensive.

Le patronat et le gouvernement avaient refusé l'indemnisation des lock-outés par les caisses de chômage, et une bataille juridique s'en était suivie. Le gouvernement Kohl (chrétien-démocrate), avait même fait voter dans une loi le "§ 116" qui fait entériner cette non-indemnisation en cas de lock-out. Ce qui mettait les dirigeants syndicaux en difficulté pour appeler à d'éventuelles grèves parce qu'ils ne voulaient pas en assumer l'indemnisation sur leurs finances, et parce qu'ils n'avaient pas habitué les travailleurs à faire grève sans être payés, pas plus qu'à sortir de la légalité, leur marge de manœuvre se voyait ainsi réduite. C'est la raison pour laquelle, dans les mois précédant la nouvelle négociation, les dirigeants syndicaux avaient appelé à des manifestations et à des grèves d'avertissement de une ou plusieurs heures contre ce fameux "§ 116".

Mouvements défensifs relativement bien suivis, tant il est vrai que les travailleurs se rendent compte qu'au travers de tout cela, c'est quand même eux que l'on cherche à museler. Mais mouvements limités qui n'allèrent pas jusqu'à une vraie grève, car c'était autre chose...

UNE SITUATION DIFFERENTE EN 1984

En 1984, la direction syndicale avait estimé avoir moins le choix. Cela faisait plusieurs années que les négociations autour du tapis vert ne rapportaient plus rien. Même pas la petite miette qui aurait permis aux dirigeants syndicaux de justifier leur rôle. Les "discussions tarifaires" — renégociations des Conventions Collectives — aboutissaient à des relèvements de salaires inférieurs au montant de l'inflation, les avantages sociaux étaient réduits par le gouvernement et les impôts augmentés, le chômage avait brusquement monté, et les syndicats, faute d'obtenir "du grain à moudre" comme dirait Bergeron, risquaient de perdre leur crédibilité, une partie de leurs adhérents, et dans le même temps de mettre leurs finances — qui sont colossales en Allemagne — en difficulté.

Ils choisirent de se battre. Non pas de mener le combat de la classe ouvrière, mais le leur propre. C'est sur le terrain des 35 heures qu'ils placèrent leur offensive, alors qu'ils avaient hésité longtemps à inscrire cette revendication à leur programme, les patrons et le gouvernement criant à la catastrophe nationale chaque fois qu'il en était question. Les directions syndicales présentèrent les 35 heures comme un moyen de lutter contre le chômage, prétendant que cela permettrait de créer des emplois. Pour que ce soit vrai, il aurait fallu non seulement que l'horaire officiel soit diminué, mais aussi que les patrons ne gardent pas les mains libres, ni pour faire effectuer des heures supplémentaires, ni pour faire ce qu'ils voulaient dans tous les autres domaines de l'économie.

En France, on sait aussi ce que c'est qu'une convention ou une loi sur les horaires. On sait que cela peut être un texte sans effet réel si le rapport de forces ne le permet pas. L'exemple le plus célèbre est la loi de 40 heures, qui après la grève générale de 1936 ne fut, de fait, jamais réellement appliquée.

REVENDICATION OUVRIERE ET MARCHANDAGES SYNDICAUX

L'avantage que les bureaucrates syndicaux allemands ont apparemment vu dans la revendication des 35 heures, c'est qu'elle offrait une possibilité plus grande de marchandage en cette période de crise, que la négociation sur la seule base des revendications de salaires. Ils pensaient avoir quelque chose à offrir en échange aux patrons, quelque chose d'autre que la paix sociale, qu'ils avaient de toute façon grâce à la crainte du chômage. Et déjà en 1984, à l'issue même de la grève, les syndicats avaient accepté un compromis qui faisait place à des mesures de flexibilité.

Il se trouve qu'aujourd'hui, en 1987, trois ans après, ils peuvent récidiver sans même avoir recours à la grève, le patronat allemand y trouvant aussi son compte.

Celui-ci a fait un geste pour obtenir la paix sociale, pendant trois ans, autant que possible. Geste qui devrait permettre aux syndicats de sauver la face et de continuer ainsi à mener une coexistence heureuse avec les patrons.

Mais que représenteront ces 8,2 % en trois ans, alors que l'on constate un redémarrage de l'inflation mondiale, que les prix augmentent librement, et alors que les profits des entreprises s'accroissent dans d'énormes proportions ? Et quelle réalité pourrait bien avoir un accord sur la réduction du temps de travail à 37 ou même 35 heures, alors que, grâce à l'augmentation du chômage, les patrons disposent de moyens accrus pour faire pression sur la classe ouvrière ? Avec ou sans textes sur la flexibilité, ils peuvent faire varier les horaires et les conditions de travail. Il est vrai qu'en ayant en plus la caution de la signature syndicale, ils reçoivent la bénédiction conventionnelle, et ils n'y sont pas entièrement insensibles.

Certes, il serait juste de diminuer les horaires, de partager le travail tout en maintenant les ressources des travailleurs. Mais, pour cela, il faudrait établir un tout autre rapport de forces entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Un rapport de forces qui ne pourrait être que le résultat d'une lutte de grande ampleur qui sorte du cadre des marchandages habituels. Il faudrait une lutte qui fasse craindre à la bourgeoisie de perdre ses profits.

Les dirigeants syndicaux allemands n'ont jamais prétendu se placer sur ce terrain. Mais un certain nombre de militants syndicaux de la base, d'extrême-gauche, mais pas seulement, l'ont probablement cru et se trouvent aujourd'hui déçus, se sentant même trahis. La seule chose qui soit vraiment trahie, ce sont leurs illusions mais pas la lutte de la classe ouvrière, étant donné qu'elle n'a même pas eu lieu. Pourtant, ces militants syndicaux regrettent que les dirigeants n'aient pas, comme en 1984, impulsé une grève. Même si cela avait été le cas, en quoi cela aurait-il été préférable pour la classe ouvrière que les dirigeants syndicaux signent un compromis comme celui de 1984, après une grève telle qu'ils l'ont menée à l'époque plutôt que de signer un compromis sans grève comme en 1987 ? En quoi cela pouvait-il mieux préparer la classe ouvrière à mener son propre combat ?

Car, avec ou sans grève, les bureaucrates syndicaux ne cherchent qu'à servir leurs intérêts d'appareil, et pas ceux des travailleurs. C'est pourquoi il n'y a pas à pleurer sur les combats qu'ils n'ont pas menés, ni à perpétuer les illusions qu'ils peuvent encore semer.

Louis GUILBERT

ESPAGNE

La Garde civile contre les travailleurs

Nous revenons cette semaine sur les affrontements qui ont eu lieu en Espagne entre grévistes et gardes civils envoyés contre eux par le gouvernement socialiste de Felipe Gonzales, et en particulier sur les événements qui se sont déroulés à Reinosa ces dernières semaines et sur lesquels nous avons reçu des précisions.

La Garde civile à Reinosa le 12 mars dernier.

Depuis le coup de colère, le 12 mars dernier, des sidérurgistes et une partie des habitants de Reinosa qui avaient mis en déroute 350 gardes civils obligeant certains d'entre eux à rendre leurs armes et à se constituer prisonniers, on pouvait s'attendre de la part de ce corps répressif, habituellement redouté, à une opération de vengeance contre une population qui avait osé lui faire face et l'acculer à se défendre le dos au mur, à l'inverse de ce qui se passe habituellement.

Les photos des gardes civils ne sachant comment se cacher les uns derrière les autres ont fait le tour de l'Espagne et l'exemple de Reinosa a été invoqué par les secteurs les plus combatifs de la classe ouvrière et par tous ceux qui, comme les sidérurgistes, se sentent menacés par la reconversion industrielle menée par le gouvernement socialiste.

Depuis les événements du 12 mars celui-ci avait averti qu'il *"ne tolèrerait plus de désordres à Reinosa"* et il a fait occuper la ville par les gardes civils équipés de chars de combat, de voitures d'intervention et d'hélicoptère instaurant ainsi dans cette petite ville de 13 000 habitants un véritable état de siège.

Cela n'a pas empêché les manifestations et les actions contre les licenciements. Même si cela voulait dire s'affronter à chaque fois à cette armée suréquipée, les travailleurs n'ont cessé de barrer les routes et les voies ferrées pour tenter de faire céder le gouvernement.

Le 16 avril, les "forces d'occupation", comme les appellent les habitants de Reinosa, ont décidé de prendre leur revanche du 12 mars. Elles se sont lancées sur la ville et l'ont saccagée dans un climat que les gens ont défini comme celui d'une *"hystérie vengeresse."* Le journal *El Pais,* qui est loin de montrer la moindre sympathie pour les grèves et les manifestations ouvrières écrivait quelques jours plus tard:

"Les gardes ont brisé les vitrines des magasins dans des rues vides, ils ont tiré des balles de caoutchouc sur les fenêtres des édifices — y compris de la Mairie et des tribunaux — , ils ont roué de coups des citoyens qui n'étaient pas au fait des événements et ont pénétré de force dans les locaux publics y compris dans le dispensaire où l'on soignait les blessés de la journée." L'ouvrier qui est mort depuis, *"après avoir reçu une balle de caoutchouc en plein visage et avoir été atteint par les gaz envoyés par les gardes dans le garage où il s'était réfugié, fut abandonné en pleine rue à trente mètres du centre sanitaire après avoir été emmené à la caserne de la Garde civile."*

Cela n'a pas empêché le directeur général de la Garde civile, le socialiste Roldan, de couvrir personnellement le comportement des gardes en affirmant *"qu'il n'y avait pas eu de personnes malmenées ni outragées à Reinosa"* et qu'il n'y avait eu *"aucune irrégularité"* dans le comportement de ses subordonnés.

Le bilan des affrontements est aujourd'hui assez lourd: environ 200 blessés et un mort, sans compter des dizaines de travailleurs arrêtés (63 pour la seule journée du 16 avril) et qui ont presque tous été roués de coups dans les casernes de la Garde civile.

Mais les travailleurs de Reinosa ne sont pas les seuls à devoir affronter les gardes civils et les forces de police que le gouvernement socialiste leur envoie en guise de réponse à leurs revendications.

A Puerto Real (Cadix), semaine après semaine depuis le mois de janvier, les ouvriers des chantiers navals et leur famille affrontent la police sur le port et dans la ville. La police est placée sous les ordres du gouverneur civil de la ville, Mariano Bequedano qui est en même temps militant de l'UGT, la centrale syndicale liée au Parti Socialiste! La veille du 1er mai les affrontements se sont prolongés jusqu'à minuit et se sont soldés par plusieurs blessés.

La même tension règne à Bembire, dans la région de Leon, où plus de 5000 mineurs (dont 2000 sont originaires du Portugal, du Pakistan ou du Cap Vert) veulent en finir avec les contrats précaires, les salaires à la tête du client et l'insécurité qui règne dans les mines de cette région, mines pour la plupart de petites dimensions aux mains de propriétaires sans scrupules. Pendant deux mois, les mineurs ont fait des grèves perlées, et depuis quelques semaines ils manifestent leur colère en barrant les routes. Le gouvernement qui accorde aux patrons de ce secteur des aides pouvant atteindre 75% des investissements, loin d'obliger ces derniers à respecter la sécurité et à supprimer leur système de "gratifications personnelles" qui atteignent 30 à 50% du salaire, envoie là aussi la Garde civile contre les ouvriers, et là aussi les affrontements se traduisent par des dizaines de travailleurs blessés ou arrêtés.

Depuis le début de l'année, il y a eu de nombreuses grèves et manifestations en Espagne, pour obtenir des augmentations de salaire supérieures à la limite fixée par le gouvernement ou pour empêcher les licenciements décidés par le gouvernement dans le cadre d'une "reconversion industrielle" qui fait long feu. En se montrant intransigeant face à ses propres salariés et en envoyant la Garde civile et la police contre les travailleurs qui protestent, le gouvernement socialiste espère peut-être démontrer sa fermeté à la bourgeoisie espagnole, mais par là même il contribue aussi à faire accroître le mécontentement et la colère au sein de la classe ouvrière.

Gabriel CATALA

États d'âme

Le 7 mai s'est ouvert devant le tribunal de Grasse le procès de Jean-Claude Duvalier à qui l'Etat haïtien réclame 120 millions de dollars que l'ancien dictateur a puisé dans les caisses de l'Etat pour acheter des bijoux, des bateaux, des voitures de luxe, et des appartements, en un mot, pour ses menus besoins personnels.

Bref Duvalier est accusé de vol et il ne s'agit pas d'une pomme à l'étalage.

Du coup le tribunal s'est posé la grave question de savoir s'il avait le droit de juger un ressortissant étranger qui était en même temps un ancien chef d'Etat. N'est-ce pas s'immiscer dans les affaires de l'Etat haïtien? Mais c'est justement l'Etat haïtien qui demande justice. Les avocats de Duvalier affirment que leur client bénéficie en France d'un droit d'asile "régalien" lui permettant de jouir de l'extraterritorialité: en somme il serait en France mais sans que la justice ou la police n'ait de pouvoirs sur lui.

Cette prétention n'a pas fait rigoler les juges qui vont gravement réfléchir à la question jusqu'au 23 juin.

Non décidément, Baby Doc n'est pas un étranger ordinaire. Quand il s'agit de travailleurs immigrés, les juges n'ont pas tant d'états d'âme et la procédure est plus rapide. Mais Duvalier fut un dictateur haï et sanguinaire, connu pour ses crimes et ses exactions; *"un tortionnaire et un voleur"* a dit l'un des participants à l'audience. Alors évidemment il n'est pas question de le juger de façon expéditive et encore moins de le renvoyer, lui et son magot, à Haïti pour que l'affaire soit réglée sur place. Non là on met les formes.

Après tout la tâche des Etats c'est bien de protéger les riches contre les peuples qui se révoltent.

AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

Ce n'est pas au Parlement, mais dans les usines que cela va se jouer

Philippe Séguin a présenté le mardi 12 mai à la discussion de l'Assemblée nationale son projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail.

Ce projet prévoit d'une part le travail de nuit des femmes, le travail du dimanche *"dans les branches où les conditions économiques et sociales l'exigent"*, ainsi qu'une plus grande flexibilité du temps de travail, à savoir la possibilité d'un aménagement de la durée légale du temps de travail hebdomadaire pouvant dépasser les 44 heures (si un accord de branche ou même d'entreprise est conclu à ce propos avec les syndicats), du moment que sa moyenne annuelle se situe à 39 heures.

Ces mesures sont donc la réponse du gouvernement aux patrons qui demandent de pouvoir utiliser les travailleurs quand cela les arrange et sans qu'ils aient à payer plus pour cela.

Les mesures projetées par le gouvernement de droite avaient été une première fois repoussées, lorsque Mitterrand refusa de les signer sous forme d'ordonnance. Elles le furent ensuite une seconde fois, lorsque le Conseil constitutionnel saisi par la gauche, refusa qu'elles passent à la sauvette, sous forme d'amendement à un projet de loi plus général.

Le projet passant maintenant à l'Assemblée nationale, la gauche ne manque pas de faire entendre à nouveau son opposition, dénonçant les attaques aux conditions de vie qu'il signifie pour les travailleurs, et elle entend multiplier les procédures de retardement du vote.

Dans l'opposition aujourd'hui, le Parti Socialiste espère sans doute regagner ainsi du crédit auprès des travailleurs avant les prochaines élections, et faire oublier par la même occasion que c'est précisément le gouvernement socialiste qui, histoire de faire un dernier cadeau aux patrons, s'était empressé, quelques semaines à peine avant de laisser la place à la droite, de faire voter, le 28 février 1986, la loi Delebarre, c'est-à-dire la loi de la flexibilité du travail, loi que celle proposée par Séguin ne fait finalement qu'aggraver.

Séguin ne s'est d'ailleurs pas privé de le rappeler en se référant, par exemple, au rapport du député socialiste Taddei, qui avait largement inspiré Delebarre : *"En ce qui concerne le repos dominical, le projet de loi ouvre la possibilité aux industries souhaitant organiser le travail en continu, pour des raisons économiques, d'occuper des salariés le dimanche, comme le proposait dans son rapport M. Taddei"*.

Les patrons veulent des travailleurs flexibles et le rôle des ministres du Travail est de leur faire plaisir en décrétant la flexibilité.

Mais ce n'est pas la loi qui peut suffire à la faire passer dans les faits. Et loi ou pas, les travailleurs n'ont pas forcément dit leur dernier mot s'ils s'y opposent dans les entreprises là où les patrons tenteront d'appliquer ces nouvelles dispositions.

H.G.

Il y a des coups de pied dans les mentalités qui se perdent

"Le plein emploi, c'est fini", vient de déclarer le ministre des Affaires sociales, Séguin, en annonçant qu'il faut s'attendre à 160 000 suppressions d'emploi de plus cette année. Et d'ajouter : il faut *"faire évoluer les mentalités"*. Ce qu'il entendait par là c'est qu'il faut que les travailleurs se résignent à trouver normal le chômage de 3 millions d'entre eux.

Un bon coup de colère de la classe ouvrière, c'est ce qu'il faudrait pour changer *"les mentalités"* là où il faut : du côté de ces patrons qui préfèrent consacrer leurs profits colossaux à spéculer en Bourse, plutôt que d'investir pour créer des emplois.

Manifestation, en juin 1986, des travailleurs des Chantiers navals de La Seyne qui sont eux aussi touchés par les suppressions d'emplois.

NORMED - CHANTIERS NAVALS DE LA CIOTAT

Les licenciements aux Chantiers navals

La Normed, qui regroupe les Chantiers navals de Dunkerque, La Seyne et La Ciotat, a été mise en cessation de paiement.

Les ouvriers ont été obligés de choisir entre : une prime de 200 000 F avec départ immédiat (la capitalisation), la mise en congé de conversion pendant deux ans, ou accepter une mission de huit mois aux Chantiers avec, à la fin, la capitalisation et le départ.

A la Ciotat, 1 000 ouvriers et employés sur 2 700 ont choisi la capitalisation. L'un d'eux nous explique sa situation.

"Qu'est-ce que tu as choisi ?

— La capitalisation. J'ai touché les 200 000 F tout de suite.

— Maintenant, qu'est-ce que tu fais ?

— Je cherche du travail.

— Où en sont tes 200 000 F six mois après ?

— Aux trois quarts et dans pas longtemps à la moitié. En six mois, j'ai dépensé le double de ce que je dépensais habituellement.

— Qu'est-ce que tu feras après ?

— Si je ne trouve rien, j'irais au chômage. J'ai travaillé chez différents patrons. Voilà une de mes fiches de paye : 580,05 F par semaine pour déposer des journaux avec ma voiture et avec mon essence. J'ai vu un autre patron qui nous a sélectionnés et qui nous a dit : *"Vous êtes six, dans quelques mois je n'en garderai qu'un, le meilleur..."*. Cela pour 3000 F par mois avec cinq heures de travail, six jours de suite. Voilà tout ce que j'ai pu trouver.

— Que font les autres travailleurs ?

— La même chose. Certains essayent de racheter des commerces ou de fonder des sociétés. Un bon collègue est monté dans le Nord pour ouvrir un restaurant. Ici aussi, à deux ou trois, ils essaient de racheter des bars ou des restaurants ; un a pris une épicerie, un autre une droguerie, un autre tient un gîte d'étape en montagne.

— Comment s'en sortent-ils ?

— Difficilement. Il y a un collègue qui a monté une entreprise de services et de dépannage. Il a de gros problèmes avec son camion, avec son associé et avec ses clients. Il est tout le temps à courir et il risque de tout perdre en frais de justice.

Il y a un autre gars qui a pris un magasin en franchise, cela s'appelle "Made in France". Le directeur est parti avec la caisse, il a tout perdu.

— Ton argent, tu l'a placé comment ?

— J'ai suivi les conseils que le CE avait donnés en plaçant l'argent auprès d'un organisme bancaire. On m'a fait faire un Fonds commun de placement et un Compte d'épargne en actions. Je suis devenu un vrai brasseur d'affaires mais avec des tout petits moyens.

Avant de toucher l'argent j'étais, comme presque tout les ouvriers du chantier, à découvert. Le Crédit Agricole m'avait retiré la carte. Lorsque l'argent est arrivé on m'a tout de suite proposé de me rendre la carte et aussi des tas de placements. J'ai été d'ailleurs contacté par les banques dès que le chèque des Chantiers a été viré. Notre argent les intéresse, certaines propositions étaient faramineuses, mais d'autres m'ont bien précisé que l'on ne pouvait pas avoir plus de 10%."

Aujourd'hui les Chantiers navals de La Ciotat sont sur le point de fermer. La direction fait pression sur les travailleurs pour qu'ils choisissent les congés de conversion. Et ensuite... il y a très peu d'emplois sur la région : une usine de couches-culottes vient de s'ouvrir, elle emploie... douze personnes. Son patron est, lui, exonéré des impôts sur les bénéfices pendant dix ans.

Echos des entreprises...

Et vlan ! passe-moi l'éponge

Au début de la semaine dernière, avec la pluie, on a vu réapparaître dans toute l'usine seaux, gamelles et plastiques pour protéger des armoires électriques ou des appareils de contrôle. Ça dégoulinait tellement de partout que le toit ressemblait à un morceau de gruyère en train de suinter.

Si la direction a des problèmes pour refaire correctement le toit de l'usine, qu'elle demande donc conseil à Pampers, le roi de l'anti-fuite.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **Général Motors-Strasbourg.**

Et c'est tant mieux, parce que je ne ferais pas ça tous les jours

Au Centre 6, les machines à écran auraient besoin d'un sérieux dépoussiérage chaque samedi, c'est le grand manitou qui l'a dit. Et d'ailleurs il va fournir à cet effet cinq serviettes par service et une bombe par étage aux bons soins du responsable.

Oui, mais voilà, après avoir mis sa serviette autour du cou, ça va être dur de s'allonger sur les écrans et de s'y laisser glisser.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **Chèques Montparnasse.**

TETRA-PAK (Dijon)

Non au travail les jours fériés

Grève avec occupation

Tetra-Pak, usine qui fabrique les emballages en carton pour le lait, les jus de fruits..., emploie 220 personnes, dont 120 travailleurs en 3 x 8 à la production.

Et depuis janvier, on y travaille pratiquement tous les samedis matin.

Mercredi 15 avril, les contremaîtres ont affiché une note disant qu'en raison d'un planning chargé, les jours fériés 8 et 28 mai seraient travaillés obligatoirement. L'équipe du jeudi matin décida la grève, et à 10 h, tout le monde quittait l'atelier.

La direction refusant de revenir sur sa position, il fut décidé avec les délégués CGT de bloquer l'accès des camions (des commandes urgentes devaient partir) et d'appeler les équipes de 12 h et de 20 h à se joindre au mouvement, et un cahier de revendications fut établi.

Pour toute réponse, le patron envoya un huissier pour constater, comptant sans doute sur le week-end de Pâques pour décourager les grévistes.

Mais après trois jours d'occupation, les grévistes étaient toujours déterminés à ne rien céder.

Le mardi matin, la direction envoya encore une fois son huissier et quelques chefs, mais les routiers de l'usine refusèrent de s'opposer à la grève. La direction décidait alors de négocier dans l'après-midi avec les délégués.

Le patron s'excusait d'avoir voulu nous imposer de travailler les jours fériés !... et reculait là-dessus. Maintenant, restait le paiement des 22 heures de grève, le maintien de la prime d'assiduité, ainsi que le reste des revendications concernant 2 % d'augmentation de salaire, le maintien de la prime en cas d'accident de travail, l'embauche de personnel, et de ne pas décompter 2 jours de congés, lorsque l'on prend juste un vendredi.

Finalement, 16 heures de grève seront payées (8 heures sont retenues), les 8 et 28 mai seront chômés et payés ainsi que le lundi de Pâques qui sera payé à tous, et la direction s'engageait en plus à négocier l'augmentation de salaire ainsi que le cahier des revendications.

GANDRANGE-ROMBAS

Chômage à Unimétal

Lors de la dernière réunion du Comité d'entreprise le 30 avril, la direction d'Unimétal a annoncé cinq jours de chômage dans tous les secteurs pour le mois de mai, suite à une baisse de commandes. Ces cinq jours étaient à prendre "au choix", soit sur les congés payés, soit sous forme de chômage partiel payé à 50 %.

L'annonce de cette mesure a soulevé l'indignation chez de nombreux travailleurs : cela fait près de sept ans que les salaires sont bloqués à l'usine, les rares augmentations paritaires ayant été "gelées" à cause des changements d'horaires (mise en place de la 5e équipe — passage en discontinu avec repos le dimanche) et des déclassements, qui ont entraîné des pertes de salaires. Au total, c'est en moyenne 1 500 F que nous avons perdus sur la paye, depuis cette époque, sans compter tous les camarades envoyés en congés de conversion pour permettre soi-disant le "retour à l'équilibre financier" dans un futur qui recule d'année en année. L'effectif de l'usine de Gandrange-Rombas est passé de 13 500 à 4 500 et, malgré tout cela, on vient encore aujourd'hui nous annoncer de nouvelles ponctions sur les salaires et de nouvelles suppressions d'emplois ! Beaucoup ont eu le sentiment que, s'ils acceptaient, c'était la porte ouverte à une reconduction du chômage de mois en mois, que cela ne s'arrêterait pas là.

Les réactions ont été assez diverses selon les secteurs. Au TFM (Train à fer marchand), où il y avait déjà eu un arrêt de la production en mars, et où la direction reconnaissait elle-même que le carnet de commandes était plein, des rumeurs de grève ont commencé à circuler, et le chômage a aussitôt été annulé. Ailleurs, par contre, peu de travailleurs se sentaient prêts à agir et réclamer que le chômage soit payé à 100 % paraissait hors de portée à la plupart.

La CGT appelait à venir travailler coûte que coûte et à refuser de s'inscrire au chômage, appel qui fut peu suivi d'effet...

Malgré tout, une centaine de travailleurs se sont rassemblés à l'appel de la CGT. Sans croire à la possibilité d'entraîner l'ensemble de l'usine et de faire vraiment reculer la direction, ils ont néanmoins envahi les bureaux dans une chaude ambiance et n'ont pas mâché leurs mots face au représentant de la direction.

A l'Aciérie, épidémies d'accidents chez les chefs.

A l'aciérie de Gandrange, il y a quinze jours, un adjoint de chef de poste s'est blessé gravement. En voulant réparer une avarie sur un four, il a enjambé une passerelle et s'est suspendu dans le vide. Et c'est en essayant de remonter sur la passerelle, une fois le travail accompli, qu'il est tombé de douze mètres de haut. Pour gagner quelques minutes de production, il a frôlé la mort.

Depuis quelques mois ce sont six chefs qui ont été accidentés. C'est une véritable épidémie de blessures, entre les mains brûlées et les doigts coupés.

Les effectifs ont tellement baissé que toute la maîtrise doit mettre la main à la pâte. La direction pousse à la production et réunit ses agents de maîtrise toutes les semaines pour les motiver à la survie de l'entreprise: courbes de production, tableaux d'honneur, taux de mise au mille et taux de réussite, coupes et trophées pour la meilleure équipe, tout est fait pour essayer de mobiliser le personnel. Mais il n'y a que les chefs qui marchent dans ce baratin ; les ouvriers, eux, sont plus circonspects, surtout au moment où la direction vient d'annoncer des jours de chômage technique.

Aussi, l'idée qui commence à faire son chemin, c'est qu'on ne peut confier notre sécurité à des chefs devenus irresponsables. Quand les ouvriers voient la maîtrise jouer les kamikazes et se blesser à tout bout de champ, ils disent : *"Qu'ils jouent avec leur vie, c'est leur affaire, mais pas avec la nôtre !"*.

Correspondant LO

GERVAIS-DANONE
(Saint-Just Chaleyssin)

Une nouvelle usine mais pas de progrès pour les travailleurs

C'est en présence de tout un parterre de personnalités que s'est faite, le 4 mai, l'inauguration officielle de la nouvelle usine Gervais-Danone de Saint-Just-Chaleyssin dans l'Isère à une trentaine de kilomètres au sud de Lyon.

Non seulement il y avait Balladur, Carignon, Mermaz, Antoine Riboud le PDG de BSN (trust dont fait partie Gervais-Danone), mais aussi... Michel Platini et encore quelque 300 invités, banquiers, industriels, venus de Paris par TGV spécial !

Du beau monde donc pour l'inauguration de cette usine qui serait, paraît-il, l'usine de yaourts la plus moderne du monde et qui devrait permettre une production double de celle de l'ancienne usine de Pierre-Bénite.

Hélicoptères pour amener les invités de marque au pied de l'usine, chapiteau géant dressé sur la pelouse de l'usine pour offrir un repas aux invités, la direction n'a pas lésiné sur les moyens. Et elle n'a pas, non plus, hésité à transformer les invités en agents publicitaires puisque chacun d'eux recevait en cadeau un parapluie et une glacière portative aux couleurs de Gervais-Danone. Une partie de ce qu'elle offrait ne lui est pas revenu bien cher: les produits fabriqués à Saint-Just dans la glacière et le champagne dont la marque fait partie de BSN.

Quant aux employés, ils ont eu droit eux aussi au repas (un bon nombre d'entre eux a préféré ne pas venir) et à la glacière portative remplie de yaourts.

Ce qui a surtout révolté les employés, ce sont les déclarations mensongères données par la presse et la télé. Dans un article du *Progrès*, Riboud reconnaissait *"que la productivité ainsi atteinte avait permis d'établir un rythme de travail de 35 heures hebdomadaires"*, alors qu'en fait la semaine est de 37 h 30. Sur FR3, c'est le maire de Saint-Just qui annonçait triomphalement que l'usine avait permis la création de 300 emplois. Or, si parmi les 280 employés de Pierre-Bénite, 175 sont venus travailler à Saint-Just, il y a eu une cinquantaine de licenciements et des "retours au pays" et, s'il y a eu une centaine d'embauches pour compenser les départs, en aucune façon il n'y a eu création d'emplois.

UNE USINE MODERNE MAIS LES VIEILLES METHODES PERSISTENT.

Après que la direction a consulté le personnel sur la mise en place de nouveaux horaires et que 70% du personnel ont refusé... elle a tout de même appliqué l'horaire en question, au grand mécontentement des employés.

Elle nous pousse de plus en plus à faire des heures supplémentaires. Sur la chaîne des "Danettes", la direction a pris des commandes supérieures aux capacités de production actuelles, qu'elle ne peut satisfaire en faisant travailler normalement les deux équipes. Elle demande donc là-aussi aux employés de faire des heures supplémentaires le soir, le samedi, voire même le 1er mai. La direction a demandé une dérogation pour faire travailler des employées la nuit, et elle essaye de plus en plus de supprimer des postes de travail par-ci, par-là.

LES PROFITS S'ACCROISSENT!

Grâce aux lignes de conditionnement automatisées, la production augmente progressivement mais avec toujours le même nombre de personnes, ce qui, bien sûr, permet un accroissement des profits. Mais en plus, la direction compte à terme augmenter le temps de production, le faisant passer de 75 heures à plus de 100 heures par semaine.

Doubler la production, c'est une chose. Mais la direction entend bien que cela ne profite qu'à elle seule !

sélection télé

Samedi 16 mai

14 h 20. FR3. Le roi Lear de Shakespeare: Ceux que ne rebute pas la version originale peuvent se délecter en regardant une des grandes pièces de Shakespeare.

20 h 35. TF1. Série noire : Meurtres pour mémoire. Téléfilm d'après le polar de Didier Daeninckx.

Dimanche 17 mai

20 h 30. TF1. Cinéma : **Le retour de Martin Guerre** avec Gérard Depardieu et Nathalie Baye. Le soldat qui revient après 8 ans d'absence est-il bien le vrai Martin Guerre ? Un soldat prétend que non. Autour de cette affaire, une reconstitution du début du XVI[e] siècle chez les paysans englués dans leur croyance et leur vie étriquée.

21 h 20. FR3. L'homme et la musique. Cette semaine, Yehudi Menuhin parle de la musique juste après la Première Guerre mondiale. Le monde a bougé, la musique connaît aussi ses petites révolutions.

22 h 40. FR3. Cinéma de minuit. Le blanc et le noir avec Raimu. Ce film de 1930 traite un sujet explosif : une bonne bourgeoise, mariée, bien installée dans la vie, met au monde un enfant noir. Le film évoque surtout la réaction de la société bourgeoise des années trente devant ce "scandale".

Lundi 18 mai

20 h 35. TF1. Film : **Les cavaliers de l'orage.** Sur fond de Première Guerre mondiale, ce film est centré sur les rapports entre une jeune femme médecin (Marlène Jobert), cherchant à vivre sa vie, un maquignon (Gérard Klein) et son frère.

22 h 20. A2. Le corps vivant est consacré cette semaine à : **La puissance musculaire.**

Mardi 19 mai

20 h 30. A2. Le reptile de Joseph Mankiewicz avec Kirk Douglas et Henry Fonda. Western où les héros habituels du genre sont montrés de manière plus crue et plus près de la réalité.

20 h 30. M6. Le mépris de Jean-Luc Godard, avec Brigitte Bardot et Michel Piccoli. Un Godard à peu près visible.

20 h 35. FR3. Qu'as-tu fait à la guerre, papa ? Film américain de Blake Edwards. Une manière satirique de voir l'armée américaine à l'œuvre. Ici; en 1943, en Italie.

Mercredi 20 mai

22 h 20. TF1. Les sciences à la Une. Magazine scientifique avec entre autres **Les rythmes circadiens,** c'est-à-dire l'influence du jour, de la nuit, des saisons sur le cerveau humain.

Jeudi 21 mai

20 h 30. TF1. Questions à domicile. Cette semaine chez Pierre Desgraupes, célèbre dans les années 60 pour son émission **Cinq colonnes à la Une.** Ça, c'était le temps des pionniers. En 1987, la télé est une affaire qui tourne, les nouveaux patrons ont le milliard facile pour s'arracher les stars du petit écran en attendant d'encaisser les gros fromages de la pub...

22 h. A2. Résistances. Magazine de Michel Honorin et Noël Mamère. Au programme, un reportage sur les **Boat People.**

Vendredi 22 mai

22 h 30. La 5. Cycle Fernandel : La vie à deux. Une série de sketches sur le thèmes rebattu de la fidélité du couple. Autour de Fernandel une pléiade de bons acteurs, de Pierre Brasseur à Gérard Philipe en passant par Danielle Darrieux, Jean Marais, etc...

22 h 45. A2. Ciné-Club : L'arc en ciel. Film soviétique de 1943 en version originale. Film de propagande soviétique mais qui montre aussi l'horreur de la guerre subie par les habitants d'un village ukrainien occupé par les Allemands.

films

"Chronique d'une mort annoncée"

de Fransesco Rosi

Le film de Francesco Rosi s'inspire directement du court roman de Gabriel Garcia Marquez dont il reprend d'ailleurs le titre, *Chronique d'une mort annoncée.* Le roman de Marquez se présente effectivement comme une chronique, celle de l'assassinat d'un jeune homme de vingt et un ans, riche et beau, évoqué par les souvenirs et les recherches d'un de ses amis qui revient vingt-sept ans après dans la petite ville colombienne, théâtre du crime.

Francesco Rosi, qui ne manque d'ailleurs pas de citer largement Marquez, est relativement fidèle au roman, dont l'histoire pourrait se résumer en quelques phrases. Un inconnu débarque un jour d'un bateau dans cette petite ville perdue de Colombie. Riche d'une énorme fortune dont on ignorera toujours l'origine, il tombe amoureux d'une jeune fille qu'il finit par épouser. Le drame commence quand, le soir de ses noces, il la renvoie chez elle après avoir découvert qu'elle n'est pas la jeune fille "pure" qu'il croyait... Pressée par ses frères de dénoncer le responsable du déshonneur qui marque désormais la famille, celle-ci, la jeune fille, prononce alors le nom de Santiago Nasar, un bel et jeune héritier de la ville qui, quelques heures après, est tué à coups de coutèau par les frères, en pleine place du village. *"Jamais mort ne fut plus annoncée",* constate des années après son ami : jamais les frères ne cachèrent leur intention et si tout le monde ou presque était au courant, personne ne fit rien pour empêcher le crime. Il était justifié par la "loi de l'honneur"...

Autant le roman de Marquez est marqué par l'intensité du récit qui dégage une ambiance toute particulière, autant dans le film de Rosi ne reste qu'une histoire d'amour, peu crédible, et une répétition qui finit par être lassante dans la narration des événements. Les images sont belles, mais là aussi on accroche peu sur l'évocation de cette ville qui semble située hors du temps et dans laquelle les habitants apparaissent comme de simples figurants du drame.

Un film finalement long et ennuyeux qui se réduit à une banale histoire de crime passionnel.

Hèlène GRILLET

"La veuve noire"

Plusieurs messieurs riches viennent à mourir subitement peu de temps après leur mariage, plongeant à chaque fois dans l'affliction une jeune femme qui, du même coup, devient veuve et riche. Et même de plus en plus riche, puisqu'il s'agit évidemment de la même personne dans les affaires qui se succèdent.

L'enquête est menée par une autre femme, agent fédéral, acharnée dans sa poursuite, en fait de plus en plus fascinée par la belle criminelle.

Le point de départ de l'histoire peut paraître banal. Mais le film ne l'est pas. L'atmosphère est trouble à souhait, violente malgré l'absence de scènes de violence physique sur l'écran. Et, bien que l'on connaisse la coupable depuis le début, le suspense fonctionne très bien jusqu'aux dernières scènes!

C. LG.

sélection ciné

Dans les salles parisiennes

L'ARNAQUEUR
de Robert Rossen

Grandeur et décadence d'un joueur de billard qui, après avoir vécu en plumant des amateurs, décide d'affronter un véritable champion. Avec Paul Newman.
Reflet Logos Médicis 5[e] (vo).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES
de Frank Capra

Deux vieilles dames ont une curieuse façon de pratiquer la charité en liquidant leurs visiteurs. Très drôle...
Action Ecoles 5[e] (vo). Pas tous les jours.

LE NOM DE LA ROSE
de Jean-Jacques Annaud

Une fable policière dans une sombre abbaye du nord de l'Italie, au 14[e] siècle. L'Eglise en prend largement pour son grade et Sean Connery, en père franciscain, campe un "Sherlock Holmes" impressionnant.
Forum Orient 1[er] (vo), Mercury 8[e] (vo), Français 9[e], Montparnos 14[e].

ROSA LUXEMBURG
de Margarethe Von Trotta

La vie d'une des plus grandes figures du socialisme international, l'une des rares à être restée fidèle à l'internationalisme prolétarien lors de la Première Guerre mondiale.
Cinoches 6[e] (vo) à 13 h.

HENRY V
de Laurence Olivier

La pièce de Shakespeare qui raconte l'histoire de ce roi anglais qui infligea à la chevalerie française la monumentale débâcle d'Azincourt.
Panthéon 5[e] (vo).

WELCOME IN VIENNA
d'Axel Corti

Retour à Vienne en 1945. Les lendemains de la guerre ne chantent pas. La réalité est dure, sinon sordide.
Utopia Champollion 5[e] à 14 h et 20 h.

LES ENFANTS DU SILENCE
de Randa Haines

Les relations qui s'établissent entre un jeune professeur pour sourds, combattant pour que les adolescents dont il s'occupe arrivent à parler et à s'intégrer à part entière au monde des "normaux", et une jolie, énergique sourde-muette, qui veut, elle, que les entendants apprennent son langage à elle et la respectent.
Gaumont les Halles (vo), Hautefeuille 6[e] (vo), La Pagode 7[e] (vo), Gaumont Champs-Elysées 8[e] (vo), Paramount Opéra 9[e], La Bastille 11[e], Gaumont Alésia 14[e], Gaumont Parnasse 14[e] (vo), Miramar 14[e], Gaumont Convention 15[e], Mayfair 16[e] (vo).

PLATOON
de Olivier Stone

1967-1968. Au travers de la vie quotidienne d'un engagé volontaire au Vietnam, l'horreur de cette guerre que les USA menèrent et perdirent — pour essayer de maintenir leur domination sur l'Asie du Sud-Est. Ce film montre la dégradation des hommes qui ont participé aux massacres et aux tortures.
Forum Horizon 1[er] (vo), Cluny Palace 5[e] (vo), George V 8[e] (vo), Marignan 8[e] (vo), Français 9[e], Gaîté Rochechouart 9[e], Maxéville 9[e], Galaxie 13[e], Mistral 14[e], Montparnasse Pathé 14[e], 3 Parnassiens 14[e] (vo), Convention St-Charles 15[e], Clichy Pathé 18[e].

L'AUTRE MOITIÉ DU CIEL
de Manuel Guttierez Aragon

La vie d'un petit village en Espagne, à la fin des années 1950. Puis, Rosa part pour la capitale, Madrid, où après nombre de difficultés, elle connaîtra l'ascension sociale en tenant un restaurant à la mode. Son itinéraire nous permet de connaître différents milieux sociaux des années 1950 à la fin du franquisme.
Latina 4[e] (vo).

L'EXTRAVAGANT MR DEEDS
de Frank Capra

Un provincial timide et milliardaire distribue sa fortune aux chômeurs et se met à dos sa famille qui projette de le faire interner.

Un grand classique de la comédie américaine, avec Gary Cooper.
Ciné Beaubourg 3[e] (vo), Action Christine 6[e] (vo), 3 Balzac 8[e] (vo).

MISSION
de Roland Joffé

Au XVIII[e] siècle, en Amérique du Sud, un mercenaire repenti et un Jésuite construisent une mission où vivent des Indiens Guaranis. La communauté s'affronte aux marchands d'esclaves espagnols et portugais.
Châtelet Victoria 1[er] (vo), Elysées Lincoln 8[e] (vo), Lumière 9[e].

UN LIVRE À LIRE

"Un chemin d'espoir"

Autobiographie de Lech Walesa

***"Je voudrais qu'au-delà de ma propre personne apparaisse dans le livre l'image d'un mouvement qui exprime les aspirations les plus profondes de ma génération et qui reste toujours l'espoir des Polonais: Solidarnosc"*, écrit Lech Walesa en introduction à son autobiographie qui vient de paraître, un ouvrage de 600 pages, qui comprend de nombreux documents, témoignages, textes de pourparlers enregistrés, etc. Malgré l'épaisseur, le tout est très intéressant, écrit dans un style vivant et familier, vibrant par moments du souffle de cet immense mouvement ouvrier qui a donné naissance et porté Solidarité.**

Mais il s'agit avant tout bien sûr de la vie de Walesa, de ses idées, de la façon dont lui-même a vécu les événements et dont il a conçu et joué son rôle de dirigeant. Et c'est cela qui fait l'intérêt essentiel du livre.

Walesa, fils de paysans pauvres devenu électricien, apparaît comme un authentique militant ouvrier en qui les travailleurs voient avant tout un des leurs, et en même temps un leader qui *"ne nous a pas fait honte"*, comme le disaient certains d'entre eux lors de la grève d'août 1980, un leader sachant braver la milice ou la ridiculiser quand le geste est nécessaire, et sachant aussi patienter et organiser quand l'heure est à l'organisation patiente.

Il ne s'est pas formé en un jour. De sa campagne natale — "cruelle et sans pitié", dit-il, où le culte de Pilsudski était de rigueur — aux chantiers navals de Gdansk, aux conditions de travail dignes du 19e siècle, il a subi un dur apprentissage: en particulier à travers l'expérience des événements de décembre 1970 à Gdansk où Walesa fut d'emblée en tête de ses camarades de travail, mais redoutait, dit-il, de prendre ses responsabilités; puis à travers l'expérience de l'agitation clandestine.

Dans le régime policier polonais, à partir de 1975-1976, des petits groupes se formaient en effet: le Comité de défense des ouvriers (le KOR), le Mouvement pour la défense des droits de l'homme, le groupe qui préconisait la formation de syndicats libres et qui publiait le journal *L'Ouvrier,* en particulier autour d'Andrzej Gwiazda. Rendu littéralement "enragé" par son licenciement du chantier, Walesa se lança alors publiquement dans l'activité des syndicats "libres". A chaque arrestation, à peine relâché, il interpelait les passants dans la rue, les passagers du tramway, leur expliquait pourquoi la police l'avait "coffré", trouvait des sympathies, de l'aide. Mettant à profit sa période de chômage et sous prétexte de chercher de l'embauche, il fit le tour des usines de la région de Gdansk, la musette remplie de tracts et de journaux clandestins.

Walesa forgeait aussi sa pensée politique. Combattant ouvrier, il se voulait pourtant avant tout Polonais et catholique. Dans son activité, les *"commémorations d'événements historiques exprimant les grands idéaux nationaux"* tenaient une place importante, et il s'y retrouvait aux côtés de groupes ouvertement nationalistes: *"Ces fréquentations ajoutées à ma propre expérience lorsque je travaillais aux Chantiers finirent par former un tout"*.

En 1979-1980, c'était déjà une personnalité qui manifestait son indépendance par rapport au groupe de militants des "syndicats libres" *"Je ne définis pas mes liens, m'abstiens de toute déclaration"*, voulant dit-il se sentir libre de son intervention en fonction de l'évolution de la situation. Simultanément pourtant, il rencontre de sa propre initiative des représentants de l'Eglise pour les informer *"de la situation et du climat dans les milieux d'opposition"*. Certains lui reprochèrent de "ne pas se soumettre aux règles", mais les intellectuels et les militants plus jeunes des "syndicats libres" voyaient avant tout en lui le militant ouvrier qui leur apportait résolution et assurance, "un sang nouveau".

Et, de fait, le récit par Lech Walesa du déclenchement de la grève aux chantiers navals, de son succès, de sa transformation en grève de solidarité avec l'ensemble des travailleurs de Gdansk sous la pression des grévistes, puis des négociations avec le ministre Jagielski, des difficultés et des problèmes que les grévistes et lui-même en tant que dirigeant rencontrèrent alors, ce témoignage est passionnant, et instructif pour tous les militants de la classe ouvrière.

Walesa, qui avait dit au groupe des "syndicats libres": *"Trouvez-moi des gars, et je les conduirai"*, y apparaît comme un meneur à la fois audacieux et malin, capable de pécher par excès d'autoritarisme personnel dans les moments de tension, mais capable aussi de se corriger et de soumettre au verdict des grévistes l'instant d'après, soucieux de refléter au plus près leurs aspirations, de ne jamais se couper d'eux sans pour autant s'écarter de la ligne qu'il s'est fixée.

Car tout autant que la volonté de Walesa de représenter ses camarades de travail ce qui ressort c'est sa volonté passionnée de trouver des interlocuteurs au niveau du pouvoir, de parvenir à une entente avec eux.

Cette préoccupation fut particulièrement manifeste au long des 500 jours d'existence publique de Solidarité, qui suivirent la signature des accords de Gdansk en août 1980. Ce n'était là qu'une capitulation provisoire du pouvoir, rien n'était réellement acquis pour les travailleurs. *"Nous voulions"*, écrit Walesa, *"élaborer une voie polonaise, en cherchant désespérément du côté du pouvoir un interlocuteur qui comprît nos intentions", "... une seule chose comptait désormais: savoir si on parviendrait à créer en Pologne un système tripartite entre le pouvoir, l'Eglise et Solidarnosc"*.

Face à la vague de revendications générales, Walesa fit "le pompier" comme il dit lui-même, pour éteindre les foyers de grève. Devant le blocage du pouvoir, et la menace permanente de l'intervention russe, il fallait, dit-il, à tout prix éviter des affrontements, aux conséquences imprévisibles. Mais cette préoccupation, chez Walesa, recouvrait de toute façon des préoccupations politiques précises: *"Quand nous avions décidé de faire grève, c'était en prenant l'engagement moral d'emprunter un certain chemin en nous appuyant sur l'enseignement de l'Eglise"*, rappelle-t-il. Et dans un film documentaire de la fin 1980, Walesa s'explique à propos de la première grève d'avertissement lancée par Solidarité: *"De toute façon, sachant que nous allons faire grève, eux* (les travailleurs) *la font déjà. Mais ce serait pire s'ils faisaient grève complètement sans nous. Ce serait la révolution... nous nous sommes prononcés pour la maîtrise de ce mouvement. Le pire aurait été qu'il échappe à notre contrôle"*.

La politique réformiste de Walesa — de même que de l'ensemble de la direction de Solidarité, qui la partageait ou s'y est rangée — ne pouvait conduire qu'à l'impasse d'abord, puis à la défaite. Il n'en démordit pourtant pas, même au moment de l'état de siège, et même encore aujourd'hui, semble-t-il, puisqu'il écrit: *"Lorsque le pouvoir sera disposé à un compromis, il trouvera des gens suffisamment raisonnables pour créer d'honnêtes conditions morales pour le faire. Ils sont Polonais..."*

Walesa est profondément nationaliste. Lors de sa première rencontre avec le général Jaruzelski, en mars 1981 (le général était alors premier ministre), il note: *"Je ne dissimule pas... l'estime instinctive que je voue à l'uniforme. Le fait que le Général ait revêtu l'uniforme pour cette rencontre si attendue n'est d'ailleurs pas dénué de signification..."*

C'est le même Walesa qui, malgré les innombrables pressions qu'il subit pendant son internement et par la suite, les tentatives de le corrompre, de le discréditer, reste intraitable, fait preuve d'un désintéressement total, refuse de se laisser briser, comme de se laisser acheter par le pouvoir.

La biographie de Lech Walesa est celle incontestablement d'un militant ouvrier, dont l'expérience et la trempe sont riches d'enseignement. En même temps, elle donne la mesure de la distance qui le sépare d'un révolutionnaire prolétarien.

C.F.

Un chemin d'espoir, *autobiographie, par Lech Walesa. Ed. Fayard. 120 F.*

PENTECÔTE 1987

6, 7 et 8 juin

Dans trois semaines, la fête de Lutte Ouvrière

Vive la fête !

Il gruppo teatro laboratorio di Verona

La Fête de Lutte Ouvrière, c'est dans moins de trois semaines, maintenant !

Pour ceux qui n'y sont pas encore venus, la Fête sera l'occasion de discuter avec tous ceux qui défendent les idées communistes et révolutionnaires, non seulement ici mais aussi dans d'autres pays du monde.

La Fête de L.O., en effet, c'est le rassemblement de tous ceux pour qui la crise n'est pas fatale, pour qui la classe ouvrière n'est pas en voie de disparition, mais au contraire est la seule capable de faire surgir un monde meilleur, débarrassé de l'exploitation.

Au programme de la Fête 87 : des dizaines de débats, animés par des groupes politiques, des expositions, cette année notamment sur la révolution russe, l'année 1917 dans le monde ainsi que sur la guerre d'Algérie qui s'est terminée voilà 25 ans et dans laquelle bien des politiciens d'aujourd'hui, de gauche comme de droite, ont une part de responsabilité. Comme chaque année, des personnalités scientifiques, des journalistes, des écrivains animeront également des débats sous le chapiteau scientifique et dans divers lieux de forum. La Fête, ce sont aussi des jeux, des animations et des centaines de stands animés par les groupes d'entreprises de Lutte Ouvrière. Et puis bien sûr, le spectacle ou plutôt les spectacles : celui de la grande scène et les autres.

Alors si vous n'avez pas encore votre carte d'entrée et vos vignettes, dépêchez-vous de vous les procurer et rendez-vous à Presles les 6, 7 et 8 juin !

Anna Prucnal

Pour les Parisiens, des autocars gratuits (départ Porte de la Chapelle) vous amèneront à la fête et vous permettront d'en revenir.

Pour ceux qui habitent en province : des voyages en cars sont organisés à partir de la plupart des grandes villes. Renseignez-vous auprès de nos camarades.

Carte d'entrée et bons

Pour ces trois journées le prix des cartes d'entrée est de 35 F si vous prenez votre carte à l'avance, et de 45 F sur place. L'entrée est gratuite pour les enfants accompagnés de moins de 14 ans.

Elle donne droit à tous les spectacles (y compris le cinéma et les audio-visuels).

Si vous vous procurez à l'avance, auprès de nos camarades, des vignettes (que vous paierez 8 F, et qui auront une valeur de 10 F pendant toute la durée de la fête) vous pourrez faire 20% d'économie sur toutes vos dépenses — à l'exception du tabac qu'il faudra bien payer en francs Balladur.

Des spectacles et une animation permanente

SAMEDI 6 JUIN

GRAND PODIUM

— **Robin CLAVREUL, Gabriella TORMA** interprètent le Concerto pour Violoncelle de Dvorack.
— **ACIDE** (rock).
— **ANNA PRUCNAL.**
— **LE GRAND BABAOU** (Antilles).
— **MORY KANTE** (Mali).

THÉÂTRE DE VERDURE

— **GRUPPO TEATRO LABORATORIO DI VERONA :** "Le buffet aux confitures" (clowns italiens, commedia dell'Arte).
— **SAXAWHAMAM** (rock).
— **MUSIC PONPON et ZABE STYLE** (afro-rock).
— **Alain AURENCHE** (chansons).
— **DUNE'S** (rock).
— **La compagnie : CLIN D'ŒIL** interprète le spectacle de poésie "La fête à Eugène" de Guillevic avec G. Audax et I. Oziard.

DIMANCHE 7 JUIN

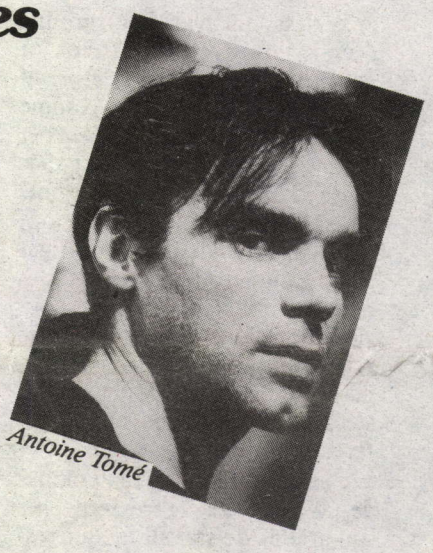
GRAND PODIUM

— **Pierre VASSILIU.**
— **MAURANE.**
— **TOUMILMAN** "Le rock du Moyen-Age à nos jours".
— **Alex METAYER.**
— **IMPORT-EXPORT** (Rythm and Blues, Soul Music).

THÉÂTRE DE VERDURE

— **MAX** (chansons).
— **KAMIKAZE.**
Spectacle d'improvisation. Les spectateurs amènent sur scène les objets les plus divers et les trois comédiens font le reste...
— **Michèle** (conteuse).
— **Antoine TOMÉ** (chansons).
— **GRUPPO TEATRO LABORATORIO DI VERONA.** "Le buffet aux confitures".

BAL DE NUIT.



Antoine Tomé

LUNDI 8 JUIN

GRAND PODIUM

— **Les Woopee Makers** (fanfare).
— **Alain LAMONTAGNE** (Québec).
— **Karim KACEL.**
— **STOKA-BOKA** (rock).
— **SHARON EVANS GROUP** (Salsa, Bossa et Funk).

THÉÂTRE DE VERDURE

— **LAHER** (Comores).
— **MAJOR THOMSON** (Salsa).
— **Navarro PUENTE et HIERBITA** (guitares flamenca).
— Théâtre : Le clown agricole avec **le clown Kergrist.**
— **GRUPPO TEATRO LABORATORIO DI VERONA**
"Le buffet aux confitures"

animation

Les trois jours :

Le théâtre de marionnettes italiennes, le *CIRKUB'U* propose son spectacle : *Punch ou l'autre Don Juan* ou les aventures immorables de la marionnette Punch, présentée par le clown Grossalino.

Samedi et Dimanche :

Les rémouleurs de complainte viendront chanter dans les allées de la fête en s'accompagnant de leur orgue de barbarie.

Dimanche et Lundi :

La fanfare jazz : *les Whoppe Makers.*

Pendant toute la fête :

Bal musette à la Guinguette avec *l'orchestre de Jean-Claude Gombault.*

Seront parmi nous à la fête pour parler de leurs combats, de leurs ouvrages

Comme les années précédentes, notre fête sera le lieu de débats politiques entre militants ou sympathisants de différentes tendances, mais aussi le lieu d'entretiens avec des écrivains, des historiens, des militants présents ou passés de divers combats.

Nous pouvons d'ores et déjà annoncer que seront parmi nous à la Pentecôte 87 :

• *Pour évoquer la période de la guerre d'Algérie* **Mohammed Harbi,** (auteur de deux ouvrages sur le FLN, *Le FLN, mirage ou réalité* (Editions Jeune Afrique), et *Aux origines du FLN* (Editions Bourgeois).

Mohammed El Kacini Hassami, auteur du roman *Le Mouchoir.*

Georges Mattei, ancien militant d'un réseau de soutien au FLN, auteur de *La guerre des gusses* (Editions Balland).

Jean-Luc Einaudi, auteur de l'ouvrage qui vient de paraître sur Fernand Yveton, le militant du Parti Communiste Algérien condamné à mort et exécuté à l'époque où Mitterrand était ministre de la Justice.

Michel Lévine, auteur d'un ouvrage sur *Les ratonnades d'octobre 1961.*

Benjamin Stora, auteur de *Messali Hadj, pionnier du nationalisme algérien* (Editions Harmattan) et du *Dictionnaire biographique des militants nationalistes algériens.*

• *Seront présents aussi :*

Michel Ehrlich, pour parler des mutilations sexuelles des enfants.

Maurice Rajfus, "retour d'Israël"...

Jean Bertolino, écrivain, journaliste, reporter à TF1, parlera du Nicaragua dont il revient avec un reportage.

Agnès Gerhards, auteur du *Rapport Lambda,* où l'administration est vue avec l'œil amusé de l'usager moyen (Editions du Seuil).

Sylvie Péju, auteur de *Palais de justice* ou le simple citoyen face à la machine judiciaire (Seuil).

Cette liste n'est pas encore exhaustive. D'autres écrivains, romanciers ou militants envisagent de venir discuter à notre fête. Nous annoncerons leur participation dès qu'elle sera certaine, avec les jours et les heures où ces débats auront lieu. Et si certains, que nous n'aurions pas encore pu contacter, tenaient à participer à notre rassemblement, nous les invitons cordialement à nous le faire savoir.

Cinéma non-stop

Pendant les 3 jours de la fête, nous projetterons en permanence dans 2 cinémas une sélection de films, récents, "classiques", ou simplement divertissants.

Nous pouvons déjà annoncer :

Wellcome in Vienna (film d'Alex Corti).
Rosa Luxembourg (de Margarethe Von Trotta).
Black Mic-Mac (de Thomas Gilou).
Histoire officielle (de Louis Puenzo).

A l'occasion du 25e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, plusieurs réalisateurs nous ont promis leur participation à la fête pour discuter de leur film et de l'Algérie :

René Vautier : *Avoir 20 ans dans les Aurés.*
Okacha Touita : *Les Sacrifiés.*
Yann le Masson : *J'ai 8 ans.*

Les réalisateurs Jean Marbeuf et René Gilson nous ont également promis leur participation à la fête.

Et puis, plein d'autes films...
Une femme pour mon fils (d'Ali Galhem).
Le grand Guignol (de Jean Marbeuf).
Trois hommes et un couffin (de Coline Serreau).
Dans les montagnes sauvages (de Yan Xuesha).
Chili jusqu'à quand (de Bradbury).
Ma blonde, entends-tu dans la ville (de René Gilson).
Orfeo Negro (de Marcel Camus).
La grève (d'Eisenstein).
Octobre (d'Eisenstein).

Dans la nuit de dimanche à lundi, cinéma en plein air.

Jazz-City

SWING A JAZZ CITY !

A la Cité du Jazz, les amateurs trouveront une exposition sur l'histoire du jazz, un atelier musical pour s'initier aux percussions, un jeu et des vidéos des grands musiciens disparus, des brochures, des livres, des disques et un copieux petit déjeuner servi en musique.

En avant-programme, nous pouvons annoncer :

SAMEDI :

— *HARTLEY'S JAM :* la formation de Daniel Amadou joue les standards du jazz classique et du bebop.
— *ARCHIPEL :* classiques du jazz et compositions de contemporains méconnus de J.-S. Bach, interprétés par Jean-Pascal Assailly (guitare), Michel Devillers (saxo soprano) et un ordinateur...
... pour les branchés !
— *BENOIT BLUE BOY :* du blues, des paroles en français et beaucoup d'énergie !

DIMANCHE :

— *P'TIT DEJ MUSIC'HALL.*
— *BŒUF DE MIDI,* ouvert à tous.
— *ARDATLILI :* une musique presque aussi intrigante que le nom de ce groupe...
— *IMPORT-EXPORT :* "soul" et "rythm and blues".
— *BRUNO MICHELI* (pianiste) accompagné par Denis Faudrinoy à la basse et Alain Arya à la batterie.
— *HOLLYWOOD SWING BOYS* clôturera la journée dans la tradition musicale de La Nouvelle-Orléans.

LUNDI :

— *HATSHEPSUT :* une formation inspirée par le jazz d'après le "free-jazz".
— *NEW CADENCE :* des saxos qui ont du souffle !

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995